

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PARTIE I : RELATIONS ENTRE LA MICROFINANCE ET DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE I : GENERALITES SUR LA MICROFINANCE

Section1 : Aperçu historique

Section2 : Les définitions

Section 3 : les différents types de micro finance

Section4 : Les principales caractéristiques spécifiques des IMF

CHAPITRE II : LE DEVELOPPEMENT

Section 1 : Les définitions du développement

Section 2 : Les conditions du processus de développement

Section 3 : Le développement durable

CHAPITRE III : FONDEMENT THEORIQUE DE LA NECESSITE DE LA MICROFINANCE ET QUELQUES EXPERIENCES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Section 1 : La théorie de Castillo sur le fondement de la micro finance

Section 2 : Le fondement de la nécessité des institutions

d'intermédiation financière au processus de développement selon

Ray- Banerjee

Section 3 :Quelques expériences des pays en développement dans ce domaine

Section 4: Les limites des services financiers intermédiaires au processus de développement ou à la réduction de la pauvreté

CONCLUSION

PARTIE II : LA MICROFINANCE À MADAGASCAR

CHAPITRE I : GENERALITES DES IMF A MADAGASCAR

Section1 : Aperçu historique de la micro finance à Madagascar

Section 2 : Les différentes types de micro finances à Madagascar

Section 3 : L'environnement de la micro finance à Madagascar

CHAPITRE II : LE FONDEMENT DE LA NECESSITE DE TYPE DE SERVICE FINANCIER INTERMEDIAIRE A MADAGASCAR

SECTION1 : RAISONS ECONOMIQUES

Section 2 : Raisons financières

Section 3 : Les raisons sociales et culturelles

CHAPITRE III : LES REALITES D'ACCES AUX MICRO-CREDITS A MADAGASCAR

Section 1 : Mode de conclusion de contrat de prêt de la micro finance

Section 2 : Evolution de membres et de l'offre de crédit des IMF à Madagascar (1998 à 2007)

Section 3: Critiques et recommandations

CONCLUSION

CONCLUSION GENERALE

LISTE DES ABREVIATIONS

ADEFI : Association de Développement et de Financement

ADEFI : Association de Développement de l'Artisanat

ACCS : Association de Crédits à Caution solidaire

BOA: Bank of Africa

BTM: Bankin'ny Tantsa Mpamokatra

CDA : Conseil de Développement d'Andotapenaka

'CEM : Caisse d'Epargne de Madagascar

CSBF : Commission de supervision bancaires et Financière

CGP : Cellule de Gestion de Projet

CECAM : Caisse d'Epargne et de Crédit Analamanga

CIDR : Centre International de Développement et de Recherche

CCNF : Cellule de Coordination Nationale des Institution des Microfinace

DSMMF : Document Stratégie Nationale de Microfinace

FAO : Fonds Alimentaire Mondial

FED : Fonds Européens de Développement

FIARO : Financière d'Investissement Réassurance

FID : Fonds d'Investissement pour le Développement

FNUAP : Fonds des Nations –Unies pour la Population

GCVS : Greniers Communs Villageois

IMF : Institution de Microfinace

IDH : Indicateur de Développement Humain

MEC : Mutuel d'Epargne et de Crédits

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PIB : Produit Intérieur Bruit

PNB : Produit National Bruit

Projet DELSO : Projet de Développement de l'Elevage dans le Sud-ouest

SIPEM : Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar

Glossaire des mots clés

Amélioration du revenu : diversification de source de revenu, ou tout simplement une augmentation de revenu en termes de valeur monétaire. Quand au paysan qui exploite la terre (agriculteur), cela signifie une augmentation de la production agricole entre deux périodes en termes de quantité (en tonne)

Autofinancement : aucune dépendance financière de l'extérieurs : capable de gérer ses propres fonds pour satisfaire la demande de crédits ou la constitution de fonds est assurée par la seule opération de collecte d'épargne des membres.

Crédit : une somme d'argent donné à quelqu'un pour son utilité et le bénéficiaire s'engage de payer la somme emprunté à une date donnée et avec ou sans taux selon le contrat

Développement : c'est un processus de satisfaction des besoins de la population par ordre de prioritaire

Epargne ; le reste non consommé de la partie du revenu d'un ménage

Formels : possédant l'agrégation de l'Etat et sous le contrôle des autorités ou autres agences compétentes

Groupement de solidarité : groupe de 5 personnes qui s'organisent entre elles avec des disciplines strictes pour l'obtention des prêts auprès des IMF. Le groupe est solidaire pour le remboursement en cas de défaillance de l'une de ses membres

Informel : ceux qui sont hors des tous cadres réglementaires et de tout contrôle de l'Etat

Marché financier : achat et vente de monnaie avec un marge bénéficiaire appelé (taux d'intérêt).

.Microfinance : toute entité qui fait l'opération micro crédit

Microcredit : c'est un crédit octroyés par les institutions de micro finance : ce s'exprime par une de monnaie prêter par les IMF à la population à faible revenu. Ce crédit est caractérisé par un montant faible.

Micro entreprises : c'est une entité de production qui produit généralement des biens et services marchands en utilisant parfois d'autres biens et services comme facteurs de productions.

Opération de crédit : collecte d'épargne et octroi de crédit

La pénétration : c'est la volonté des manages d'emprunter de l'argent auprès des institutions de micro finance.

Populations pauvres : ce sont des personnes qui vivent au dessous du seuil de pauvreté.

Remboursement de crédits : c'est la mise de l'emprunt avec l'intérêt auprès de la micro finance ou autres services financiers formels ou informels.

Seuil de pauvreté : c'est un indicateur qui permet de déterminer les pauvres des non pauvres. Il peut être exprimé en terme de consommation, en terme de revenu qui est le plus souvent utilisés. En termes de consommation : les pauvres consomment un régime alimentaire d'une quantité moins de 2133Kcal

Service financier pérenne : c'est un service financier permanent, capable pour toujours de servir la population cible en matière financière. C'est un établissement financier capable de maîtriser le système financier.

Semi formel : ce sont des IMF qui ne (f. relèvent pas des autorités de supervision bancaire, mais sont habituellement mais agréé et contrôlée par et autre organisme

INTRODUCTION

Depuis des années, en particulier à partir de notre indépendance en 1960, notre pays reste encore parmi les pays sous-développés du monde. Ainsi, la majorité de la population malgache vit encore dans une condition de vie insupportable (sous le seuil de la pauvreté : revenu par tête inférieur à 1 dollar par jour). Cette situation sera encore aggravée par la crise alimentaire et la crise pétrolière, qui constituent actuellement des grands facteurs de perturbation de la vie économique et sociale dans le monde. Au cours de ces décennies les actions menées par les gouvernements mettaient l'accent sur la politique de réduction de la pauvreté. Comme tous les pays en développement, le principal blocage de notre développement est jugé par le manque des capitaux. Pour cela les pouvoirs publics qui se succèdent font appel à des capitaux de l'étranger (la théorie classique) pour mobiliser les ressources nationales .Alors, les prêts extérieurs assurent en majorité le financement des projets de développement inscrits dans le programme de l'Etat (70% du budget de l'Etat financé par les bailleurs de fonds). En conséquence on est colonisé en matière financière et système d'organisation économique à travers les conditions de prêts de ces bailleurs couvrant leurs intérêts. En effet ce sont nos soutiens en matière de financement qui organisent l'économie de notre pays, alors que l'Etat a perdu ses souverainetés. Cette situation nous paraît comme un vrai blocage de notre développement. Il est évident que le développement dépend de la réduction de la dépendance financière de l'extérieur en créant un système financier pérenne et faiblement dépendant ou tout à fait indépendant des bailleurs de fonds ; de plus ce système financier est beaucoup plus accessible pour la population défavorisée en milieu urbain ou rural. C'est ainsi que situe le cœur de ce travail qui a pour thème : «la micro finance et le développement ». La question se pose alors : les institutions de micro finance permettent-elles au pays en développement de sortir de la pauvreté ? A la réponse de cette question : ce présent document va montrer que la micro finance pourrait constituer un des moyens pérennes très important pour le développement mais avec certaines mesures à prendre soigneusement. Ces mesures d'accompagnement semblent en général reposant sur l'Etat à travers

sa politique économique générale sur les agrégats macroéconomiques ainsi que sa volonté sincère d'améliorer le niveau de vie de la population défavorisée. Alors ce présent document parlera plus de détail à ce propos. Pour cela il comporte deux grandes parties : dont la première partie va mettre en exergue les liens qui peuvent exister entre les institutions de micro finance et le développement économique. Cette partie comporte trois grands chapitres à savoir :i) la généralité sur la micro finance, ii) le développement, iii) le fondement théorique de la nécessité de la micro finance et quelques expériences réussies dans les pays en développement. Dans la seconde partie, on parlera du cas de Madagascar dans ce domaine ; ainsi donc on a trois chapitres : i) généralités des institutions de micro finance à Madagascar, ii) le fondement de la nécessité des institutions de micro finance à Madagascar, iii) la réalité d'accès aux microcrédits à Madagascar

Rapport: Grands

PARTIE I :

RELATIONS ENTRE LA MICROFINANCE

ET DEVELOPPEMENT

A travers cette partie, on peut connaître les liens qui pourraient avoir lieu entre le processus de développement et les institutions de micro finance. Pour mieux appréhender ces liens, il est important d'avoir plus de connaissance sur ces institutions, ainsi que la signification de ce qu'on entend par développement. Ainsi, on parle dans cette partie les points suivants : premièrement ; l généralités sur la micro finance ; deuxièmement le développement ; et troisièmement le fondement théorique de la nécessité des institutions d'intermédiation financière, processus de développement et quelques expériences réussites dans les pays en développement ; quatrièmement étude d'impact et limites de la micro finance.

CHAPITRE I : GENERALITES SUR LA MICROFINACE

On entend toujours le mot micro finance ou institution d'intermédiation financières. Mais le problème, la plupart des gens n'ont pas plus d'information adéquate à ce propos même s'ils sont à inciter d'être membre à ces types de financements. Ce présent chapitre va résoudre ce problème. Il essaie de donner :

D'abord l'aperçu historique ; définitions de la micro finance ; puis les différents types existants ; ensuite les principales caractéristiques spécifiques.

SECTION1 : APERÇU HISTORIQUE

Comme toutes les choses et toutes les personnes et d'autres ; les IMF ont aussi son histoire. Sa présentation constitue l'objet de cette sous section

On subdivise donc l'évolution historique des institutions des MF en quatre périodes : dans les années 70 ; dans les années 80 ; la période 1995 à 1996 ; et la période 2003

1-1 : Dans les années 1970

Ce sont les organismes gouvernementaux qui ont l'octroi de crédit de production aux personnes à faibles revenu qui ne peuvent pas accéder aux services bancaires. Ces personnes ont été obligées à recourir aux usuriers¹. Les gouvernements et les bailleurs de fonds ont reconnu la nécessité des pauvres d'accès aux crédits peu coûteux ; alors, ils ont proposé du crédit agricole subventionné et créé en outre des coopératives d'épargne et des crédits. Ces coopératives financières sont concentrées essentiellement sur la mobilisation de l'épargne dans les zones rurales afin d'apprendre les paysans pauvres à épargner.

1-2 : Dans les années 1980

C'est la décennie de la naissance de micro finance en réponse aux interrogations et aux conclusions d'études concernant l'offre de crédit subventionné par le public destiné aux paysans pauvres. Ces modèles de crédit cible, subventionnés, préconisés par des nombreux bailleurs de fonds ont fait l'objet de critique sérieux. En effet la plupart du programme accumulaient des pertes importantes et avaient fréquemment recours à la recapitalisation pour continuer à fonctionner

Face à ce problème, des solutions fondées sur « la loi du marché »¹ devaient être envisagées ; d'où la naissance de la micro finance considérée comme une partie intégrante au système financier global. Dans ce système, l'objet n'est pas l'octroi rapide de crédit subventionné aux personnes cibles, mais la création des institutions micro finances locales pérennes aux services financiers permanent des pauvres

Parallèlement, des Organismes Non Gouvernementaux (O.N.G), locaux intéressés de l'activité d'intermédiation financière ont commencé à la recherche d'une approche plus développée à long terme, basée sur la loi de marché. Cette nouvelle approche a fonctionné très bien. Citons quelques exemples :

1 : loi de l'offre et de la demande (le marché qui détermine le prix de biens et services marchands)

- en Asie : le docteur MOHAMMED YANNUS, au Bangladesh a montré la voie avec un projet de «groupe de solidarité »² destiné aux paysans non propriétaires de grandes surfaces de terrain. Cette institution est devenue par la suite une banque nommée : GRAMEEN BANK compte aujourd’hui plus de 2,4 millions de clients, dont 94% de femmes et tient lieu de modèle dans de nombreux pays du monde

- en Amérique latine, avec ACCION international qui a soutenu le développement du « crédit solidaire » destiné aux petits commerçants en zone urbaine, tandis que la *Fundacion carvajal* a développé avec succès un système de crédit et de formation pour les micros entrepreneurs individuels. Depuis cette période où l’application de l’approche est basée sur la loi de la mise en vigueur, les institutions de micro finances connaissent un essor considérable. Leurs activités sont soutenues par les bailleurs de fonds. Leurs objectifs consistent à atteindre le plus grand nombre possible des clients et la pérennité financière (autofinancement) et durabilité.

Dans les années 70 et largement dans les années 80, des institutions de micro finance proposaient des services comprenant à la fois du crédit et de formation des clients en matière de gestion de projet. Jusqu’en 1980 des O.N.G de micro finance (notamment : PRODEM/Banco sol en Bolivie, K- REP au Kenya et ADEMI/ Banco ADEMI en République Dominicaine restaient des institutions informelles ; dont les caractéristiques sont : crédit subventionné par les bailleurs de fonds, taux d’intérêt très élevé, somme de crédit accordé aux pauvres modeste (limité).

Ce type d’institution de micro finance reste dépendant et ne cherche pas de bénéfice, il n’intègre pas dans le système financière. En effet, il ne peut pas proposer des services d’épargne volontaire considérée comme service que les pauvres ont besoin ; c’est donc un type d’institution financière non profitable aux pauvres.

² : Un groupe de cinq personnes responsables solidairement au remboursement de prêt en cas de défaillance d’un de ses membres

1- 3 : Dans les années 1995 à 1996

C'est la période dans la quelle, on a observé la présence des institutions de micro finance dans le monde grâce au programme « sustainable Banking with the poor³ ». Alors la liste répertoire du monde comporte près de 1000 institutions.

1- 4 : En 2003

On comptait 1200 organisations distributeurs de micro crédit à l'échelon national (membre de la compagnie pour le sommet de micro crédit) ; et 26 grandes organisations de programmes internationaux, membres du GCPA et plus de 1000 organismes locaux et régionaux⁴.

En voila ce qui concerne donc, l'évolution historique des institutions de micro finance dans le monde en générale. Mais jusqu'ici on ne sait pas encore vraiment ce qui signifie ce qu'on entend par institutions d'intermédias ces types d'institution pour plus de connaissance à ces propos

SECTION2 : LES DEFINITIONS

On peut définir les institutions des MF de plusieurs façons selon les auteurs. On retrouve alors ici quatre manières de définir les IMFs étymologiquement ; selon la banque mondiale (manuel de micro finance), d'après Castillo et la définition proposée par le cadre juridique malgache

2-1 : Définition étymologique

Le mot micro finance est formé de deux mots : micro et finance, selon le dictionnaire Maxi débutant micro signifie « tout petit » le caractère petit se présente en terme de format ou de dimension d'un sens réduite (petit taille). Exemple : microfilm ; une photographie de tout petit format, un micro-ordinateur (petit ordinateur moins de 15 pouces). Au sens large en portant ce terme dans le domaine d'entreprise ; il signifie quant au micro entreprise une entreprise à chiffres d'affaire réduits (c'est-à-dire d'un montant faible) Micro signifie aussi particulièrement, individuel dans le contexte économique ; comme micro

³Banque au service des pauvres

économie (économie d'un particulier, d'une entreprise, d'un individu, par opposition au macro économie qui a pour sens la globalité, nationale, et même à l'échelle mondiale)

Le second mot c'est la finances ; d'après ce même dictionnaire ce terme veut dire « argent et la façon de gérer celui-ci » ce mot vient du verbe financier qui signifie « fournir de l'argent »

D'après le dictionnaire Petit Larousse Français : finance signifie « ensemble des professions qui ont pour l'objet l'argent et ses mode de représentation ». En somme on peut définir la micro finance comme petites entreprises aux particuliers qui fournissent de l'argent ou des capitaux d'un montant faible à ceux qui en ont besoin ; et particulièrement les pauvres

2-2 : Définition selon la banque mondiale

A travers le manuel de micro finance la Banque Mondiale définit la micro finance comme : « l'offre des services financiers à une clientèle pauvre composé notamment des petits travailleurs indépendants »

Les institutions de micro finance se définissent aussi comme institutions d'intermédiation financière ; car elles effectuent des activités financières aux profits des personnes qui n'ont pas la possibilité d'être client de banque à cause de la faiblesse du revenu

On peut définir aussi la micro finance par son rôle intermédiation de financement social à travers des groupements de personnes, les renforcements de confiance en soi, la formation dans le domaine financier et la gestion de compétence au sein d'un groupe

En somme, la micro finance se définit selon ses activités ; d'intermédiation de financement et sociale. C'est aussi une approche ou outil de développement économique dans la perspective d'améliorer la condition de vie des pauvres

⁴. Chap. 4 de la thèse de Castillo) « le micro crédit, outil de financement pour le micro entreprises dans

2-3 : Définition selon Castillo

Castillo a défini la micro finance comme : « l'offre des services financières à des individus ou des groupes d'individus pauvres qui n'ont pas accès aux services financiers formels, dans le but de satisfaire les besoins de leurs ménages ou de leur micro entreprise ». Selon cette définition, la micro finance constitue un potentiel de base de lutte contre la pauvreté.

2- 4: Définition selon le cadre juridique malgache

Selon la loi n°2005-016⁵ relative à l'activité et au contrôle de la micro finance art 4 : « les institutions en abrégé IMF, sont des personnes morales qui effectuent à titre habituel les activités de micro finance... » Telles que l'octroi du micro crédit, la collecte de l'épargne et les services connexes »

L'activité au micro finance est en général l'opération de micro crédit qui signifie met on promet de mettre de fonds à la disposition d'un tiers, personne morale en physiques dont la contre partie à la charge du bénéficiaire est l'engagement par signature de rembourser avec un taux d'intérêt. Le décaissement de ce fonds sera cautionné par une garantie moins élevée en termes de valeur dans notre cas.

De ces différentes définitions, on peut tirer la définition suivante : sont définies comme institutions de micro finance toutes entreprises ayant pour activités habituelles d'offrir des services financiers ou sociaux en faveur des personnes : comme il a été défini ce qu'on appelle institution de micro finance, on va voir par la suite les différents types

SECTION 3 : LES DIFFERENTS TYPES DE MICROFINANCE

Les institutions de micro finance présentent plusieurs types selon le classement par l'impact et par la durabilité des opérations. Ainsi il existe cinq types d'institutions financière à titre intermédiaire :(1) les banques primaires à

les pays en développement : le cas au Pérou

⁵ SOURCE : ministre de budget et finance ; journal officiel 2005

Services complets ;(2) les banques à services restreints ;(3) les établissements financiers ;(4) les associations d'affiliation ;(5) les ONG et les Projets

3-1 : Les banques primaires à services complets

Ces sont des institutions d'intermédiation financière mais rattachées au central qui est une banque exemple : BRI (Indonésienne), multi crédit, bank (Panama) ; co-op Banks (Kenya) et BTM-BOA à Madagascar qui possède dix agences de micro finances

Ces banques primaires à service complet sont caractérisés par : une épargne en provenance du public, de crédit destiné au public, de service payant, de participation au système de compensation ; la transaction s'effectue en devise

Elles effectuent ses activités sous contrôle d'une agence de supervision : la banque centrale ou organe de contrôle des banques

3-2 : Les banques primaires à services restreints

Elles font partie aussi des IMF ; c'est-à-dire pratiquement les activités de micro finance. Elles possèdent généralement : l'épargne en provenance du public ; le crédit qu'elles offrent est destiné au public, il y a restructuration sur les types ou le domaine de service.

L'agence de supervision qui assure le contrôle des ses activités, c'est la banque centrale ou organe de contrôle des banques (parfois délégué à une banque primaire)

Voici quelques ; exemples de ce type de IMF : Banco sol en Bolivie, K-Rep Bank au Kenya, Caisse d'Epargne e Madagascar (CEM)

3-3 : les établissements financiers

Mais ils ont des caractères spécifiques qui les diffèrent des autres types des IFM. En effet ; leurs fonds proviennent des marchés financiers, l'octroi de crédit est au profit du public ; ses services sont payants et enfin ils se spécialisent sectoriellement ou géographiquement

Ils exercent ses activités sous le contrôle de l'agence de supervision appelée droit des affaires. Par exemple: BKK (Indonesia); Financial (Colombia); Building societies (Kenya) et SIPEM (Madagascar)

3- 4 : les associations d'affiliation sociales

Ce type de IMF regroupe les IMF de type association et le type mutualiste. Ce type de IMF est caractérisé par de :

- Fonds en provenance des membres et des marchés financiers ;
- Seuls les membres qui bénéficient les crédits octroyés
- Ses services restent payant (toutes transactions ayant de coût)
- Elles se spécialisent dans un secteur bien déterminé et dans une région précise

Quant au contrôle de ses activités, elles pratiquent l'auto régulation (par groupements d'entreprises et/ou créanciers). Ce type comprend donc par exemple : le KUD (Indonesia) coopérative paysanne et AERC (dans beaucoup de pays) ; MEC, ACCS, GCV à Madagascar

3-5 : les IMF de type ONG et projets

Les ONG et les projets offrent des services financiers aux profits des pauvres, mais à titre de crédits subventionnés ; de plus ils ne cherchent pas de profits. Leurs principales caractéristiques sont : le fonds provient du gouvernement ou des bailleurs de fonds ; ils offrent des crédits à ceux qui remplissent les critères exigés ; l'offre des crédits semble accompagner d'autres services et d'assistantes ; ils se spécialisent sectoriellement et géographiquement (normalement les personnes marginalisées). On trouve comme leurs agences de superviseurs : les bailleurs de fonds et les gouvernements.

Exemples des IMF de types ONG et des projets : les agences de développement nationales, multinationales et bilatérales (PNUD, FAO, ...)

Remarque : les deux premiers types d'IMF sont les plus réussis dans le monde (Banque primaire à service complet et banque à service restreint). Mais malheureusement, même si ces deux types de IMF semblent avoir une grande

potentialité à Madagascar ils ne sont pas encore réalisé. Mais l'utilisation CEM et BTM-BOA comme IMF suppose la facilitation d'offre de service financier à la majorité de la population sans accès bancaire ; cependant elles sont considérées comme banque primaire à service complet et restreint mais n'ont pas encore réalisés le même principe à l'échelle des normes internationales.

En somme, les institutions de micro finance se présentent sous plusieurs formes, alors que ses actions s'étendent aussi sur plusieurs domaines. On a vu ci-dessus quelque caractéristique globale des IMF à travers les différents types. On va voir

SECTION4 : LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES SPECIFIQUES DES IMF

Pour mieux comprendre l'importance des IMF dans le processus de développement d'un pays, il faut aussi mettre l'accent sur la connaissance de leurs caractéristiques spécifiques à travers leurs activités ; leurs clients ou cibles, et fournisseurs en matière de financement de crédits ; leurs objectifs en leurs contraintes.

4-1 : Les activités des IMF

Les IMF possèdent des activités diverses ; mais on peut les classées en deux formes : les activités d'intermédiation financière et les activités d'intermédiation sociale

Dans le cadre d'activité d'intermédiation financière ; les IMF proposent trois types de services selon Castillo :

- *premièrement*, elles offrent des services d'épargne c'est-à-dire collecte d'épargne du public. Par exemple (la caisse d'épargne en Afrique)
- *Deuxièmement*, elles offrent des services de micro crédit à la Consommation de ménage : c'est-à-dire fournir de l'argent d'un montant

moins important aux personnes de consommation et ceux derniers s'engagent à le rembourser avec un taux d'intérêt

- *Troisièmement*, elles offrent de crédit à l'investissement dans une micro entreprise : c'est-à-dire, elles fournissent aux petites entreprises le fonds nécessaire pour leurs démarriages et avec l'engagement de ces dernières de rembourser avec le taux d'intérêt (exemple : GRAMEEN BANK)

Dans le même cadre qu'au par avant ; la loi malgache n° 2005 - 016 Art 3 prévoit que l'activité des IMF paraient principalement l'offre des services financières l'offre des services financières sont à titres habituel. Ces sont au profit des personnes morales ou physiques de proximité n'ayant généralement pas la possibilité d'accès aux services bancaires traditionnels. Ces services financiers sont caractérisés par les services d'épargne et de crédit pour promouvoir ou soutenir des activités génératrices de revenu permettant à cette catégorie de la population d'améliorer son niveau de vie d'atteindre une meilleure intégration sociale et d'accès à un développement humain durable.

Selon la banque mondiale par le manuel au micro finance. Les activités des IMF comprennent :

- L'octroi des petits crédits, en particuliers pour le fonds de roulement ;- des activités d'investissement des petites entreprises.
- L'évaluation informelle des emprunteurs et des investissements
- des formes aux garanties spécifiques telles que la caution solidaire ou l'épargne obligatoire
- l'accès à des crédits successifs et de montant croissant en fonction de la performance de remboursement des clients.
- L'octroi et le suivi efficace des crédits accordés aux pauvres
- La collecte d'épargne sûre.

Donc dans le cadre d'intermédiation financière ; les IMF ont pour activités de :

- collecte d'épargne auprès des publiques

- octroi des petits crédits avec suivie et évaluation efficace des bénéficiaires

Dans le cadre d'activité d'intermédiation sociale

Les IMF offrent des services sociaux surtout les IMF de types ONG/Projet. Leurs activités se concentrent surtout dans le domaine d'éducation (fournir des fonds pour la construction d'infrastructure) ainsi dans le domaine de santé et d'autres pour l'améliorer la condition de vie de l'humanité de la population pauvre.

Certain IMF offrent aussi des services d'appuis au développement d'entreprise en leurs fournissant de formation technique et marketing par exemple. Selon les activités des IMF, elles constituent un outil très important pour la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement où les pauvres restent encore majoritaires.

Donc c'est un moteur qui mobilise les activités économiques de la majorité de la population. C'est donc un facteur de base du développement. On a vu les principales activités d'IMF par les services qu'elles offrent aux pauvres. Mais la question se pose : Qui sont ces pauvres ? Et d'où vient le fonds qu'elles utilisent pour réaliser ses activités ? Cela nous amène à la sous section suivante.

4-2 : Les clients

Pour mieux mettre en lumière l'importance des IMF dans le processus de développement à travers la réduction de la pauvreté ; il est nécessaire d'identifier les cibles. La raison d'être des IMF est au profit des pauvres ; qui sont : généralement des personnes des faibles revenus quel que soit le milieu où il habite (Urbain ou rurale). Selon la BM, dans le manuel de micro finance, les pauvres sont composées :

- Des femmes, des micros entrepreneurs,

- des petits exploitants (petits paysans) des paysans non propriétaire et petits paysans (possédant des terrains avec une superficie inférieure à 0,25Ha⁶, selon Castillo

section1 ; sous section 3.2 les populations immigrées ; population locale ; des personnes à faible revenu vivant dans des régions (revenu par jour/personne< 1\$: Banque Mondiale) enclavées ou défavorisées.

D'une manière générale, les cibles des services offerts par les IMF sont ceux qui ont les caractéristiques suivantes : Pauvres (revenu<1\$/jour pour les salariés et superficie de terrain<0,25Ha pour les agriculteurs) ; des femmes en général, Ceux qui sont peu instruites ; géographiquement isolée ; ne possèdent que peu d'actif ; activités liées à l'agriculture ; selon Castillo

Notons que les clients ciblés varient selon le type sectoriel des IMF. On constate que les IMF sont généralement dans les secteurs semi formels⁷ et informels.⁸ Quant aux IMF qui se trouvent dans le secteur semi formel, on rencontre souvent les mutuelles ou coopérative de crédit et les banques coopératives ainsi que les ONG. Ces cibles sont surtout une clientèle d'un niveau de revenu moyen, caractérisé par une profession ou une situation géographique donnée.

Pour les IMF les secteurs Informels se composent souvent : des prêteurs privées ; des prêteurs à gage ; des groupes d'entre aide et les ONG, mais aussi l'épargne des membres d'une famille servant au financement d'une micro entreprise. Ces IFM dans la plus part de cas ne se confirment pas aux pratiques courantes de comptabilités et ne sont pas prises en compte dans la statistique officiel car le volume et la taille du secteur financier national. Elles ciblent surtout les petites entreprises et les ménages.

Disons que, ce sont les IMF dans le secteur informel qui offrent des services financiers aux populations pauvres. Alors que les IMF laissent le secteur ne servent pas tout à fait les défavorisées ; ainsi les IMF dans le

⁶ : Chap. 4 de la thèse de Castillo) « le micro crédit, outil de financement pour le micro entreprises dans les pays en développement : le cas au Pérou

⁷ Semi formel : ce sont des IMF qui ne (f. Relèvent pas des autorités de supervision bancaire, mais sont habituellement mais agréé et contrôlée par et autre organisme

⁸ Informel : ceux qui sont hors des tous cadres réglementaires et de tout contrôle de l'Etat

secteur formel (banque). Donc plus les services financiers s'intègrent dans les formalités (agrément et sous contrôle des autorités compétentes) plus ils ne profitent aux pauvres. Quand on parle de client, il est évident aussi de parler des fournisseurs dans le système d'entreprenariat.

4-3 : les fournisseurs des IMF

Pour servir ces clients qu'on a viennent de citer ci-dessus, les IMF nécessitent aux sources financières. Ces sources proviennent des différents fournisseurs à savoir : le public, le marché financier, les membres, les gouvernements, bailleurs de fonds.

Les fournisseurs varient en fonction des types des IMF : pour les IMF de type : banque primaire à service complet et à service restreints ; leurs épargnes proviennent du public ; pour les établissements financiers : ils constituent leurs fonds à partir.

Des marchés financiers (prêtent auprès de la banque commerciale avec un engagement de remboursement du montant emprunté plus les taux d'intérêt à l'échéance)

- Quand au type d'association d'affiliation comme MEC, ACCS (Madagascar) ; KUD (Indonésie), leurs fonds proviennent des membres et des marchés financiers ;

- Les gouvernements ou les bailleurs de fonds qui fournissent les IMF de type ONG et projets (selon les BM par Madagascar, le secteur financier à l'aube du 21^e siècle. Etat des lieux et orientation) .On constate que, d'après l'identification des fournisseurs des IMF la plupart de types d'IMF ne dépend pas des bailleurs de fonds et des gouvernements sauf le type ONG et projet. Ce qui signifie que de système financier établis à partir des IMF semblent moins dépendants des financements extérieurs. Il est donc possible d'établir de système de financement autonome dans les pays en développement en développant le système de financier en sein des IMF qui leurs permet de réduire la dépendance financière de l'extérieur.

On a identifié les clients et les fournisseurs des IMF, alors, est logique de connaître l'offre des services de celle aux profits de leurs clients.

4-4 : Les caractéristiques des services financiers

Généralement, les IMF offrent des micros crédits et autres services. Les micros crédits exprimés en prêts se caractérisent par un montant variable selon les IMF : pour certaines il peut être inférieur à 100\$; et pour d'autres ce montant varie entre 500\$ et 10000\$; de plus ce type de crédit n'a pas de caution ou de caution modique et les remboursements semblent réguliers.

Ce qui caractérise aussi les services offerts par les IMF, ce qu'ils ne se limitent pas aux micros crédits mais à d'autres services (comme la formation des petits entrepreneurs en matière des techniques commerciale et marketing par exemple. Ainsi d'offre des services sociaux (santé, éducation,...) dans le but d'amélioration de la condition de vie de population pauvres.

4-5 : les objectifs et contraintes

En tant que acteur dans la vie économique et social d'une nation, les IMF possèdent des objectifs à atteindre .Lorsqu'il y a objectif, il y a aussi des contraintes qui paraissent comme obstacles pour les atteindre .C'est ces deux points qui constituent l'objet de cette sous section.

Les principaux objectifs des IMF sont souvent :

- la pérennité : elle consiste à couvrir les coûts et de dégager de bénéfice .Cet objectif a pour intérêt de permettre aux IMF d'exercer l'activité de crédit continue .En atteinte de cet objectif, les IMF échappent de la dépendance de financement des bailleurs de fonds et s'intègrent dans le système financier .Elle pouvaient aussi améliorer l'impact de ses activités sur la vie des pauvres.

- atteindre le maximum des membres
- atteindre une couverture géographique très vaste.

Les IMF possèdent aussi des objectifs sociaux envers les clients qualifiés pauvres comme :

- l'augmentation de nombre des pauvres bénéficiaires de leurs services.

- résolution du problème de chômage par l'appui des petites entreprises pour créer de l'emploi.

- assurer intégration sociale des pauvres grâce à l'amélioration de leur revenu qui permet de satisfaire les besoins physiologiques et les besoins d'accès aux autres services sociaux comme l'éducation, santé, l'information.

- améliorer la condition de vie sociale de leurs employés.

Ces objectifs des IMF montrent que, celle-ci contribue essentiellement au processus de développement d'une notion.

Dans l'atteinte de l'objectif de pérennité, elles réduisent le système financier national.

Pour atteindre ces objectifs les IMF rencontrent des problèmes qui constituent des obstacles pour la réussite de ses activités.

Les contraintes des IMF

On peut classer les contraintes des IMF de la manière suivant :

- Contrainte économique, sociale et politique.

Quand à la contrainte économique, on trouve l'instabilité micro-économie (inflation, déficit budgétaire, déficit de la balance commerciale, . . .). Cela influe sur la politique monétaire du pays et augmente le risque de la réussite d'un projet productif des petites entreprises bénéficiaires de micro crédits. L'augmentation du risque réduit la capacité de remboursement.

- Les contraintes sociales se présentent sous la forme d'un faible d'instruction de la majorité de la population pauvre (taux d'alphabétisation faible). Cela entraîne une faible potentialité du futur employé qualifié dans les IMF, aussi le risque considérable de non remboursement de crédit. La fragilité sanitaire de la population pouvait détériorer les activités des IMF. Les contraintes politiques peuvent être la crise politique (instabilité de pouvoir : qui changement fréquent de gouvernement, des chefs de l'Etat, non respect de la démocratique provoque de trouble social. Cela nuit l'activité économique et entraînerait un grand risque de non remboursement de crédit.

Ces dépendent essentiellement de la responsabilité de l'Etat. Cela nous amène de voir l'obligation de l'Etat envers les IMF

4-6 : L'importance de l'Etat

L'action de l'Etat ou l'accomplissement de ses rôles donne faveur à la réussite de la micro finance .Ce qui signifie que l'Etat joue un rôle important pour la réussite des IMF. Ces responsabilités s'expriment par : l'élaboration des réglementations régissant les activités des IMF à travers les institutions législatifs. L'Etat intervient aussi dans le cadre politique monétaire par les autorités monétaires (banque centrale) qui régularisent la circulation de la masse monétaire dans la nation en évitant une dépréciation monétaire et l'inflation. Son intervention s'exprime aussi par la politique macroéconomique : une stratégie d'équilibre budgétaire, stratégie d'équilibre de la balance commerciale et un système de fiscalité plus efficace. Dans le cadre d'intervention sociale, il doit assurer la disponibilité des infrastructures de base comme les établissements sanitaires, établissements scolaires, les routes, les barrages et les canaux d'irrigations. Tout cela constitue un environnement favorable ou non de la micro finance. Donc si l'Etat a bien joué son rôle dans tous les domaines, l'intervention des IMF sera positive.

Bref, la micro finance offre des services financiers et sociaux aux profits des pauvres. Cela est très nécessaire pour améliorer la condition de la vie de ces derniers. Ce type de service financier s'évolue dans le temps pour atteindre la pérennité financière et la couverture spatiale très vaste ainsi qu'un grand nombre de membres. Elle est caractérisée surtout par sa clientéliste à faible revenu incapable d'accès au service bancaire et les crédits offerts d'un montant faible. Ses objectifs très ambitieux dépendent de son atteinte sur l'action de l'Etat à travers l'accomplissement de son rôle économique et sociale. Dans le cas où l'Etat joue mal son rôle, les IMF n'ont aucun intérêt pour développer ses services, mais dans le cas contraire, elles peuvent effectuer un essor considérable.

CHAPITRE II : LE DEVELOPPEMENT

La mise en clarté de lieu les activités des IMF et le développement nécessite la connaissance de ce qu'on n'entend pas développement. C'est dans ce présent chapitre que nous allons voir c'est moi le développement ? Ou qu'est ce qu'un pays développer ? Ou un pays sous-développés ? Pour cela il nous mérite de centre notre étude sur les différents points suivants : (1) les définitions du développement, (2) les caractéristiques des pays pauvres et des pays développés, (3) le développement durable

SECTION 1 : LES DEFINITIONS DU DEVELOPPEMENT

La définition du développement varie selon l'autre on se réfère à trois autours différents.

D'après François Perroux⁹ : on peut définir le développement comme changement simultané et progressif de mentant et sociaux en les rendant apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global.

Selon Bairoch¹⁰, il a retenu le mot changement mais en ajoutent quelques choses a part mentales et sociales de François Perroux. Pour lui, le développement se définit, un changement économiques, social, technologique et institutionnel lié à la croissance de niveau de et à une évolution technologiquement et organisationnelle. Dans cette définition il a parlé de croissance de vie qui fait penser à la nation de besoins. Une croissance de niveau de vie signifie accroissement de satisfaction des besoins.

D'où la définition du dernier auteur que l'on va observer : **Mc Namara**, le développement se définit comme une satisfaction des besoins essentiels. Selon ces définitions, le développement est un changement multi dimensionnel : c'est-à-dire un changement au niveau des différents domaines à savoir : économique, social, culturel, technique et technologie, politique. La question se pose que signifient ces différents changements ?

⁹ Cours Monsieur Fredy Mamisoa « Economie de développement » 4^{ème} Année

¹⁰ Cours Monsieur Fredy Mamisoa « Economie de développement » 4^{ème} Année

1-1 : Quand au changement économique

Cela signifie une meilleure organisation économique nationale qui entraîne une croissance soutenue de la production (PIB¹¹ ou PNB¹²). C'est tout simplement un accroissement au revenu national durable. Cette augmentation est mesurée par l'indicateur économique (PIB). Illustration :

Exemple : si l'instant t_1 PIB/tête = 3000\$

Et à l'instant t_2 PIB/tête = 3400\$

Alors PIB $t_1 < \text{PIB } t_2$ il y a donc de changement économique

Ex : Japon : PIB ou PNB augmente de 10%/an¹³ entre 1950 – 1968....

Le changement socio culturel consiste à une amélioration de condition de vie de la population, en matière d'alimentation, logement, santé, éducation, information,

1-2 : Le changement technologique, technique et politique :

Il est caractérisé par l'innovation de nouvelle, par exemple : technique de production dans le secteur industriel ou agricole moderne (SRI : Système de Riziculture Intensifiée)

Le changement politique est caractérisé par le progrès vers : la démocratie ; l'Etat de droit (réduction de la corruption), la bonne gouvernance ; la stabilité politique (changement non fréquent de gouvernement) ; l'autonomie des trois pouvoirs (exécutif, législatif, et judiciaire).

Le développement se définit par un processus de satisfaction de besoins par ordre de priorité. Selon MALZOU¹⁴, on définit un processus de satisfaction des besoins comme suit :

1^{ère} Rang : les besoins physiologiques : ce sont des besoins qui assurent la survie de l'homme (aliment, logement, vêtement,...)

¹¹ PIB : Produit Intérieur Brute

¹² PNB : Produit National Brute

¹³ SOURCE : Takafusa Nakamura ; « développement économique du Japon », 1985 Ministère des Affaires Etrangers du Japon, 100pages

¹⁴ Cours Monsieur Rakoto David « nouvelle théorie de la croissance » 4^{ème} Année

2^{ème} Rang : les besoins de sécurités : ce sont des besoins qui permettent à l'homme d'assurer la vie quotidienne (emploi, travail) occupation majeur pour gagner de l'argent à cette occupation de façon permanente et stable.

3^{ème} Rang : on trouve les besoins d'appartenance : l'homme doit fait partie d'une société (quartier, secteur, commune, fokontany,...)

4^{ème} Rang : de reconnaissance : ce sont des besoins qui concernent les groupes sociaux, être reconnue dans la société (membre d'une association, d'une partie politique, d'organisme,...)

5^{ème} : Besoins de dépassement : ce sont des liens à la culture ou à la religion.

D'après ce qu'on a vu ci –dessus le développement exige plusieurs changements ; il est exprimé aussi par un processus de satisfaction des besoins et c'est un but à atteindre. Comment alors y parvenir ? Cela nous amène à la section suivante

SECTION 2 : LES CONDITIONS DU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

Le processus de développement requiert certaines conditions qu'il faut satisfait. Généralement ces conditions sont de deux ordres : ordre économique et ordre sociale

2.1. La croissance économique

La croissance économique est une condition nécessaire pour le développement d'un pays. Or pour peser l'impact des IMF pour sur le développement, il faut savoir que l'action des IMF renforce la croissance économique. Cela nous amène à analyser la croissance

- ***définition***

Selon François PERROU ; la croissance est l'augmentation soutenue pendant un ou plusieurs cycles quasi décennaux d'un indicateur de dimension pour une nation, le produit global net en terme réel. La croissance est donc un

accroissement progressif des PIB ou PN pour une longue durée KUZNETS¹⁵ a défini aussi la croissance comme suite : « un phénomène essentiellement quantitatif. A cette effet, on peut définir la croissance d'une nation comme accroissement durable du produit par tête». A la différence de la définition de François PERROU il a mesuré la croissance avec la production par tête. Cela signifie que lorsque la production par personne augmente, il y a accroissance économique.

En somme, la croissance économique est un accroissement dans une plusieurs périodes de la production globale nette réelle ou de la production nationale par tête

- **facteurs**

C'est l'augmentation de la production dans le temps cette ; croissance provient sous effets de certains facteurs et sont généralement, le travail et le capital.

Le travail englobe les activités nécessaires pour produire les biens et les capitaux, construit les moyens utilisé pour la production de ces biens (machines, monnaies, équipement,...)

Le niveau de production dépend de la façon de combiner des différents facteurs.

Le facteur le plus important dans le système de production c'est la monnaie. Tout dépend de celle-ci (l'acquisition de machine, mobilisation des travailleurs, l'acquisition technologique,...)

Donc la monnaie est un élément essentiel à la croissance d'où l'importance du marché financier pour garantir l'offre des moyens de financement

2-2 : Politique de redistribution équitable des revenus

La meilleure redistribution du revenu national contribue au développement humain ; puisque ceci réduit l'inégalité entre les individus, ainsi il réduit l'exclusion sociale d'une certaine catégorie de la population à faible

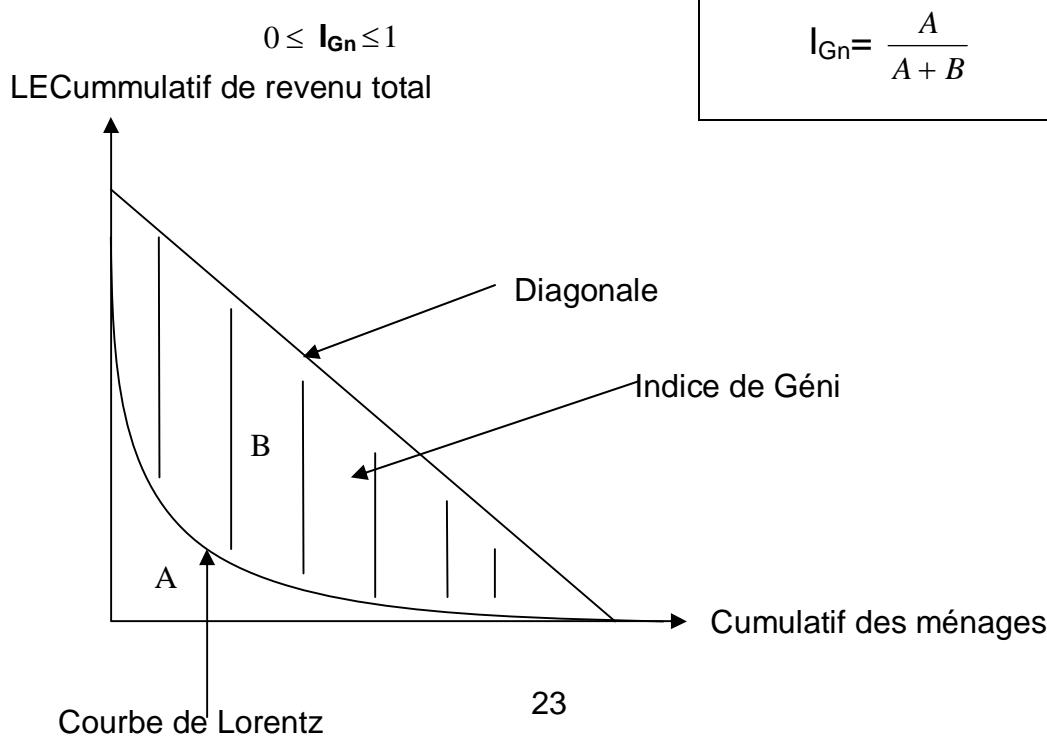
¹⁵ Cours Monsieur Rakoto David « nouvelle théorie de la croissance » 4^{ème} Année

revenu. Comment procéder à une meilleure redistribution de revenu ? Pour pouvoir déterminer la nature de redistribution à appliquer, il faut connaître les origines des inégalités. Généralement les inégalités de revenu proviennent du conflit d'intérêt entre les salariés et les employeurs. Les employeurs maximisent leurs profits et maintiennent constant les salaires des employés. Les gens issus des pays pauvres doivent généralement se soumettre à des opportunités : familiales, espace,... Les gens issus des pays pauvres sont généralement indépendants des opportunités de réussir dans la vie

Par exemple : les fils des parents pauvres ne peuvent pas accéder dans les écoles payantes de meilleures qualités et de continuer leurs études jusqu'à l'université. Or sur le marché de travail ceux qui ont plus des diplômes sont bien rémunérés. Il en est de même pour les gens qui vivent dans les régions isolées où les infrastructures des services de base sociaux sont rares ou presque inexistantes (comme l'infrastructure d'éducation, sanitaire, informationnelle et de formation)

La mesure de cette inégalité paraît aussi importante pour pouvoir mener une action bien définie à sa réduction. Pour cela on se réfère à la courbe de Lorentz et l'indice de Géni. La formule est la suivante :

I_{Gn} = Surface totale entre la courbe de Lorentz et la diagonale divisée par la surface totale sous la diagonale



Commentaire

Si la surface hachurée est plus grande l'inégalité de revenu est plus large et vice-versa ; si $I_{Gn} = 1$ cela signifie que une personne accompagne tout le revenu national qui est une situation impossible en réalité ; si $I_{Gn} = 0$ cela veut dire que le revenu perçu par toute la population est égal qui est aussi une situation impossible.

Donc $0 < IG < 1$ en réalité

Face à cette situation appartient à l'Etat d'élaborer la stratégie de réduction d'inégalité surtout en terme de revenu par : une réduction d'inégalité d'opportunité d'accéder les revenus de la population (l'opportunité d'accès pour tout le monde à l'activité d'accumulation de capital comme le renforcement de l'activité d'intermédiation financière profitable aux pauvres) ; une réduction d'inégalité d'opportunité d'accéder aux différents services sociaux (santé, éducation)) qui réduit l'inégalité de chance sur le marché de travail.

Dans son intervention, l'Etat peut faire l'action d'une manière sélective (aide directement sur zone et un groupe de pauvres bien déterminée ou globale (agir, généralement par une imposition de fortune des gens qui détiennent plus des actifs ou un montant salarial élevé)

Cela permet donc à l'Etat d'améliorer la condition de vie des pauvres dans le domaine sociale. Ce progrès social s'est évalué par l'indicateur (IDH)

Donc, la performance économique c'est-à-dire une croissance économique soutenue avec la meilleure redistribution du revenu qui favorise la vie de la population défavorisée constituent les conditions essentielles du développement d'un pays.

§ Les caractéristiques des pays développés et des pays en développement

En se référant seulement sur l'indication de croissance économique (PIB) ou augmentation de la production nationale d'une à l'autre ne permet pas d'évaluer le niveau de développement d'un pays. En réalité, beaucoup des pays en jugé « en développement » réalisent une croissance économique plus élevée que pays « «développés ». Cela qui implique donc la considération de niveau

de développement humain à travers l'indicateur de développement humain (IDH).

Traditionnellement : sont considérés comme pays développés ; les pays qui détiennent : plus des capitaux, les nouvelles technologies très haute, les industries lourdes de construction politique avec une assurance considérable de la démocratie.

Actuellement le critère de développement est accompagné par l'IDH qui inclut : le taux de scolarisation, le taux de mortalité, l'espérance de vie à la naissance.

Les pays en développement sont caractérisés par : une manque des capital , retard en technologie et innovation technique , faibles d'implantation d'industrie lourde voire inexisteante , croissance économie ,trouble politique , le non respect de droit de l'homme , une économie national male organisée , dépendance financière et système de l'extérieur, indicateur de développement humain faible

Remarque : l'indicateur de croissance économique(PIB, "PNB ou Revenu National) ne permet pas parfaitement de mesurer le niveau de développement d'un pays parce une croissance n'est pas signification de développement : il existe des pays développés mais la croissance est faible : exemple le taux de croissance est autour de 3%¹⁶ mais certains pays en développement réalisent une croissance économique supérieur à ceci ; exemple Madagascar réalise une croissance économique autour de 5 à 6% ¹⁷ depuis 2005 jusqu'en 2007. Alors l'économiste pakistanais Mahbubul Haq et l'économiste indien Amartya Sen ont développé un autre indicateur de développement (IDH). Voici le classement selon cet indicateur : sont qualifiés pays développés dont la valeur de l'IDH est supérieur à 0,8 ; les pays qui ont un IDH compris entre 0,5 et 0,8 sont en développement et en voie de développement si inférieur à 0,5(banque mondiale¹⁸).

¹⁶ SOURCE : leçon économie de développement ; assurée par Mrs Fredy

¹⁷ SOURCE : MAP

¹⁸ Source : Banque Mondiale ; rapport sur le développement humain (2007-2008)

L'action au développement a des limites, puis qu'elle nourri progressivement les ressources naturelles non renouvelables. Qui constituent l'objet de la section suivante.

SECTION 3 : LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Cette section a pour objet d'analyser ce qu'on entend par développement durable : ainsi donc elle va mettre l'accent sur quelques points : i) les définitions de développement durable) les principaux acteurs de développement durable

3-1 : Définition du développement durable

D'après le rapport Brundtland (¹⁹du nom de premier ministre de Norvège), publié en 1987 ; le développement se définition : « le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »

Pourquoi tient compte-t-on à ce nouveau concept actuellement ? Consciemment de la dégradation de l'environnement surtout.

Dans les pays industrialisés qui souffrent beaucoup de l'effet de l'émission de gaz carbonique en provenance des industries ; la persistance des ressources naturelles sera devenue faible pour assurer les activités économiques nécessaires au développement à long terme. On constate une dégradation de l'environnement par la pollution de l'air, de l'eau, le réchauffement climatiques qui entraîne la sécheresse, l'érosion grâce à la surexploitation des forêts. Tout cela menacera la capacité des générations futures de développer les activités économiques pour satisfaire leurs besoins

Alors qu'un développement est dit durable s'il garantit les besoins actuels de tous les pays du groupe de la population sans porter préjudice à la faculté des générations futures de satisfaire leurs besoins en maintenant la biodiversité. Le développement durable peut se définir réussir aussi par la politique économique de l'Etat qui assure la satisfaction des générations futures

¹⁹ Source : (5 cf : <http://WWW.La documentationfrançaise.fr./ dossier/ développement – durable / dispositif- état html>)

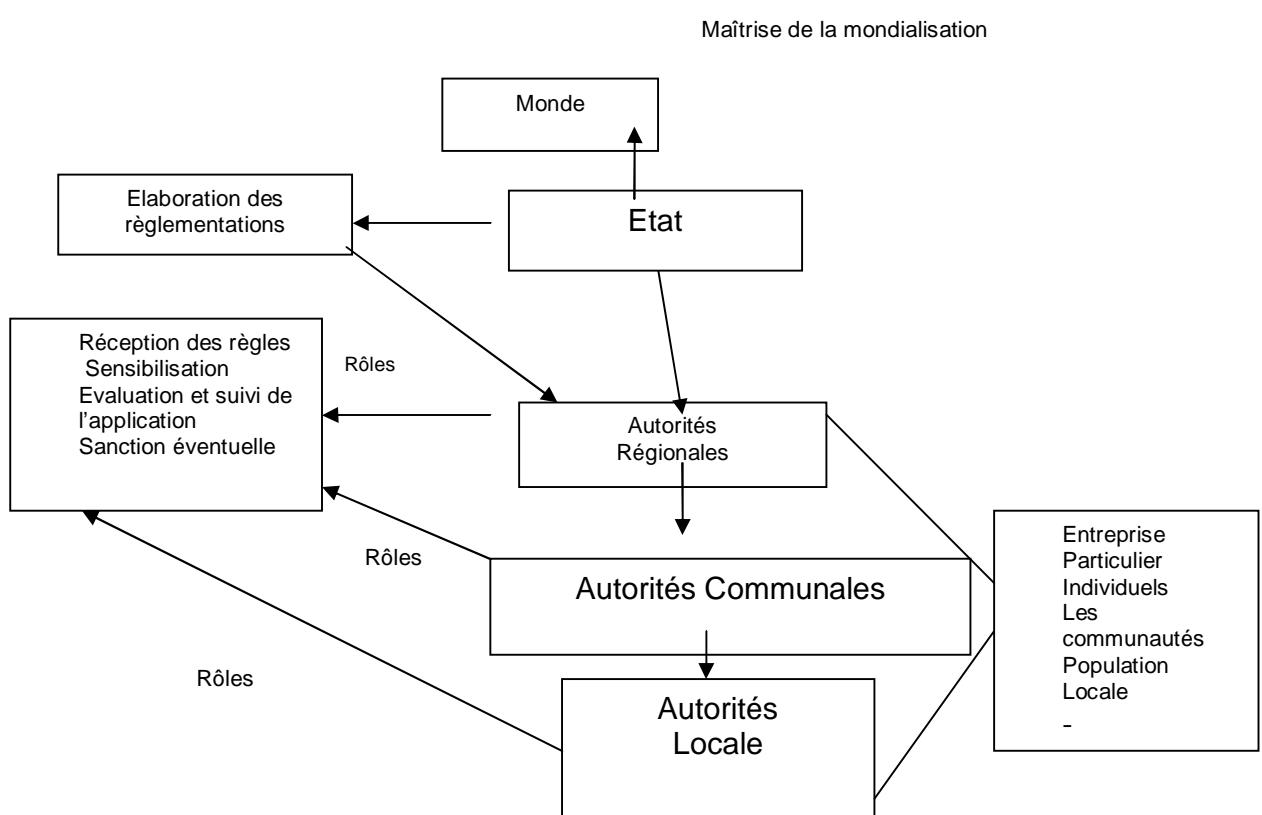
Par exemple : une politique économique qui ne s'oriente pas en majorité aux emprunts extérieurs. Puisque cela donnera beaucoup de difficultés aux futurs dirigeants pour les remboursements des dettes.

Alors que ce développement durable est au centre de la préoccupation de tout le monde. Cela nous amène au paragraphe suivant

§ Les acteurs du développement durable

Tout le monde paraît comme responsable pour préserver le développement durable : les localités, les communes, les régions et le monde entier.

L'Etat et les entreprises constituent des acteurs importants pour le développement durable.



Commentaire :

L'Etat, c'est-à-dire le pouvoir central assume sa responsabilité, dans l'élaboration de la réglementation pour le développement durable par la politique de développement économique

Ces règlements sont ensuite passés aux niveaux régionaux. Il appartient aux autorités régionales de sensibiliser les autorités communales qui à leur tour saisissent les autorités locales.

Puis ces réglementations doivent être arrivées aux autorités locales qui s'occuperont de la sensibilisation de la population locale, de l'évaluation et d'application, enfin, elles établissent le rapport de résultat d'application et l'adressent compétentes, pour « appréciation ou prise de mesures éventuelles ».

Conclusion

Bref, le développement devient un centre de préoccupation de tous les pays du monde. Il constitue en effet, un but final des activités économiques et sociales. Mais pour y parvenir deux conditions essentielles s'imposent à savoir : la croissance économique et la meilleure distribution de revenus. Ce sont en fait les sources des inégalités entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas.

CHAPITRE III : FONDEMENT THEOTIRIQUE DE LA NECESSITE DE LA MICROFINANCE ET QUELQUES EXPERIENCES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Certains auteurs ont constaté que l'imperfection de marché travail et financier dans les pays en développement creusent encore le trou d'inégalité sociale causé par la redistribution inéquitable des revenus. Or cette inégalité constitue un blocage à la croissance économique ; donc celle-ci exprime le sous développement ainsi qu'un facteur de sous-développement. Pour s'en sortir de cette situation, il faut tout d'abord réduire cette inégalité. La correction de l'imperfection du marché financier constitue un des moyens de réduction de cette inégalité par la création d'un service financier en faveur de la population exclue du marché financier formel. On trouve dans ce présent chapitre deux théories qui justifient la nécessité de ce service d'intermédiation financier qui va cibler surtout la population à faible revenu. Ainsi quelques expériences des pays en développement en matière de micro finance. Pour cela ce chapitre comporte trois sections : i la théorie de Castillo, la théorie de Ray Banerjee), le cas de Banco sol de Bolivie, le cas de Bangladesh avec Grameen Bank et ce chapitre est terminé par les limites de ce types de service financier.

SECTION 1 : LA THEORIE DE CASTILLO SUR LE FONDEMENT DE LA MICRO FINANCE

Dans cette section, on voir comment cet auteur prouve-t-il que la l'offre des services d'intermédiation financière constitue un facteur de développement ? Il part la constatation de la situation des pays en développement sur le marché de travail. Il a constaté que l'imperfection du marché de travail règne dans le pays en développement. Cette imperfection du marché de travail renforce les inégalités sociales et ces dernières nuisent la croissance économique ainsi que le développement. De plus les pauvres qui sont majoritaires sont excluent aussi du marché financier formel considéré comme promoteur de revenu.

A partir de cette constatation, il arrive à la fin, à conclure que est nécessaire l'intervention de la micro finance dans les en développement. Voici donc la démarche de son raisonnement :

- Premier constant : Dans les pays en développement, il y a problème d'emploi : c'est-à-dire, le manque d'emploi envahit la majorité de la population. En effet, les besoins de sécurité n'ont pas été satisfaits. Alors que la population vie dans une situation sociale instable et médiocre. Face à ce problème, les pouvoirs compétent semblent ignorants : c'est-à-dire, il ne prend pas en charge les chômeurs pour assurer leur suivie quotidienne.

- Second constant : En conséquence du premier constant, les pauvres sont exclus du marché de travail formel. Cela signifie que seuls les riches qui peuvent accéder sur le marché de travail de formel. Donc, ceux qui sont riches peuvent satisfaire leurs besoins de sécurité ou leur service quotidien puis qu'ils ont la possibilité de trouver de l'emploi. Par conséquence, les riches deviennent de plus en plus riches, mais les pauvres restent toujours pauvre s et même deviennent de plus en plus pauvres. Cela entraîne une intensification de la pauvreté.

- Troisième constant : Grâce à l'exclusion des pauvres sur le marché formel ; ceux-ci procèdent à l'auto emploi garantir leur sur vie quotidienne. Pour qui pouvait leurs assurer un revenu.

La création de l'auto emploi se présente souvent, employant : 5 à 6 personnes. Ces micros entreprises dans la plupart de cas ont de caractère familial, ainsi qu'a revenu faible et informelles. Ce type d'entreprise rencontre de problème de financement pour démarrer ou développer ses activités. Faute de manque d'actifs suffisant pour être garantie au service bancaire, elles sont exclut des institutions des institutions de financières formelles (service bancaire).

D'où sa conclusion, la nécessité des services financiers intermédiaire pour le financement des micros entreprises, qui pourraient assurer un revenu stable et suffisant pour les personnes pauvres en vue d'améliorer leur condition de vie : c'est-à-dire en vue de satisfaire le besoin de financement des pauvres

SECTION 2 : LE FONDEMENT DE LA DE LA NECESSITE DES INSTITUTIONS D'INTERMEDIATION FINANCIERE AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT SELON RAY- BANERJEE

Ray- Banerjee insiste sur l'imperfection du marché de crédit comme appui aux inégalités sociales et rend inefficace la lutte contre les inégalités. Selon lui, la croissance de la production et de développement économique dépend de la réduction de ces inégalités. Il n'y a pas de développement sans réduction des inégalités on peut résumer son processus de raisonnement comme suit :

L'imperfection du marché de crédit constitue un blocage de réduction des inégalités ; et la persistance des inégalités empêche la croissance économique, ainsi que le développement. Donc l'imperfection du marché de crédit est facteur de sous développement. Même s'il n'a pas parlé de la nécessité de la micro finance ; la position du problème l'implique puisque si on veut se développer il faut une croissance économique (Chap. II- section1 paragraphe1).

Or pour qu'il y a croissance, il faut corriger cette imperfection de ce type de marché comment il a montré cela ?

Voici son raisonnement en exprimant d'une manière claire l'imperfection du marché de crédit.

Comme tous les raisonnements de la différente théorie économique : il a affirmé que l'investissement est profitable parfois, pour créer de revenu ou de la richesse. Mais pourtant l'investissement nécessite un emprunt préalable pour démarrer l'activité d'entreprise par exemple. Or la réalisation du projet d'investissement dépend de la capacité d'emprunter. Dans le cas de capacité d'emprunter, l'investissement réalisé. Mais dans le cas contraire, investissement non réalisé, donc pas de création de richesse ou formation de revenu. Donc le crédit semble important au développement, mais il y a imperfection sur le marché

Présentation du fonctionnement de crédit pour mettre en évidence son imperfection, on prend par exemple

Soit un projet d'investissement de valeur : 300 Ar

On suppose que la personne qui voudrait investir ne dispose pas en liquidité le montant du projet, il doit emprunter, et il va utiliser ses fortunes comme garantie :

On suppose que : le taux d'intérêt nul et l'emprunter a deux choix au terme du contrat : rembourser ou ne pas rembourser en raisonnant sur le coût de défaut et celui de remboursement

Soit le coût du projet égal à 350Ar (prêt)

Actif disponible : 150 Ar (garantie)

- coût de remboursement : 350Ar (intérêt nul)

- coût de défaut : saisie de la garantie (150Ar) + saisie d'une partie des profits (si 50% ; 200Ar) + coût social (norme, emprisonnement, etc. : 50 Ar) = 400Ar

Alors comme coût de remboursement reste 350Ar

Comme le coût de remboursement supérieur au coût de défaut, alors l'entrepreneur choisira de ne pas rembourser et préfère de payer le coût de défaut

On retrouve le même mécanisme dans le cas où l'intérêt n'est pas nul.

Le choix de l'emprunteur de ne pas rembourser ne donne que peu d'avantage aux banques. Connaissant le choix de l'emprunteur de ne pas rembourser ; les banques décident de ne pas prêter si les garanties sont d'un montant suffisant. Dans notre exemple le montant de l'actif soit supérieur à 120Ar.

Donc les seuls les familles qui disposent d'actif important peuvent accéder au marché de crédit de type bancaire. Généralisation aux cette hypothèse par un modèle avec un taux d'intérêt non nul.

Il a établi donc la formule suivante qui présente l'imperfection du marché de crédit en établissant le seuil du montant d'actif que les familles doivent avoir pour l'accès aux services bancaires.

On note : I : Investissement

R : Taux d'intérêt

F : Coût social du défaut

λ : la part saisie des profits

M : mains d'œuvre utilisée à la production

W : salaire de mains d'œuvre

Q : production réalisée

W : actif disponible d'une famille

\hat{W} : actif minimum qu'une famille doit avoir pour l'accès aux crédits

Voici le modèle : Il y a octroi de crédit si :

$$I(1+r) < W(1+r) + F + \lambda(q - mw)$$

$$W > I - \frac{F + \lambda(q - mw)}{1+r} \equiv \hat{W}$$

Donc pour pouvoir accéder aux crédits bancaire il faut la valeur de l'actif soit supérieure au montant du coût de l'investissement moins le rapport de la somme du coût social de défaut et la part au profit saisie par le taux d'intérêt plus un.

Donc les familles ne peuvent pas accéder aux services des banques si elles ne disposent pas d'actif supérieur à \hat{W} . Cela signifie que même, l'investissement constitue facteur d'amélioration du revenu de la population par l'utilisation d'un financement en empruntant auprès des banques ; cela ne profitent aux populations pauvres c'est-à-dire celles qui ne disposent d'actifs d'un montant plus élevé). C'est l'expression de l'imperfection du marché de crédit. Il n'y a exclusion d'une certaine catégorie de la population sur le marché. Cela engendre de plus en plus les inégalités sociales (inégalité de revenu, donc inégalité de capacité de satisfaire les besoins). En effet, les riches deviennent des plus en plus riches mais les pauvres restent toujours pauvres.

Cela provoque un ralentissement de l'augmentation de la production puisque la majorité de la population ne peut pas accéder au marché de crédit, le niveau d'investissement faible ou reste constant puisque ceci dépend de la décision des riches minoritaires. Donc cela prouve sa conclusion que

l'imperfection du crédit rend inefficace la lutte contre des inégalités qui constituent un blocage à la croissance de la production voire au développement.

Selon lui, pour qu'il y croissance économique et développement, il faut réduire les inégalités. Pour réduire les inégalités, il faut corriger l'imperfection du marché de crédit en créant d'un marché de crédit intermédiaire accessible aux pauvres majoritaires. Même s'il n'a pas parlé de micro finance sa conclusion la nécessité de celle-ci compte de ses caractéristiques et ses définitions (Chapl- section 1section 2)

Selon les deux théories, l'imperfection de 2 marchés (travail formel, et crédits formels) creuses les inégalités qui nuisent les investissements donc un blocage pour la croissance et le développement

Pour résoudre ce problème, il faut corriger l'imperfection de marché de crédit, il faut un service d'intermédiation financière ciblant les pauvres qui leurs permet d'améliorer leur revenu, réduit l'inégalité, entraîne une croissance et le développement.

Donc la micro finance est un facteur de développement en incitant les investissements par ceux qui sont exclus du marché de crédit formel

SECTION 3 : LES EXPERIENCES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT DANS CE DOMAINE

3-1 LA K-Rep (ET BANCOSOL, BOLIVIE)

Alors la K-Rep en collaboration avec les bailleurs de fonds s'intéresse au modèle des institutions de micro finance et elle a été la plus réussie de la micro finance en Amérique Latine Elle était une ONG et transformée en banque commerciale, employant en 1998, 156 personnes et possédant cinq centres provinciaux et 16 agences rurales .Dans cette même année, elle a déboursé 11600 crédits d'une valeur moyenne de 500 dollars. Le taux de remboursement est compris entre 96 à 99%.

Cependant elle est encore en dépendance des bailleurs de fonds. Les perspectives futures consistent à mobiliser des dépôts en provenance de ses

membres et de rendre des services financiers en milieu rural en recyclant l'épargne de ses clients sous de crédits.

3-2 La banque GRAMEEN de BANGLADESH

Le professeur MUHAMMAD YNUS a créé un projet de recherche en 1974 et ce projet est devenu une banque en 1993. Elle a pour objectif d'offrir de service financier au micro entrepreneurs ruraux surtout les femmes enfin d'accroître leur pouvoir économique et d'améliorer leur intégration sociale.

Elle est un ensemble de groupes intégrés qui offrent des crédits pour assister des personnes les plus défavorisées

Voici son mode de fonctionnement : d'abord on constitue le groupe de cinq personnes dont les membres sont des personnes qui possèdent de terre moins de 0,25ha²⁰ vivant dans le même

Village pas dans le même foyer ; le groupe possèdent de responsable qui dirige le groupe en terme de discipline et de réunion et responsable de la relation entre la banque et son groupe en terme d'information et de formation de la part des employés de la banque.

Le crédit est offert en premier temps aux deux des membres du groupe autre que le responsable ; si les deux respectent les règles et les disciplines du groupe, les deux autres membres reçoivent ensuite et enfin le responsable

Le montant du crédit est faible environ de 50 à 248SUS²¹ et le remboursement s'est effectué hebdomadaire. Si un de ses membres tombe en défaillance c'est le groupe entier qui est responsable de rembourser le crédit. Les activités choisies par l'un de ses membres soient en accord avec le groupe.

La Grameen Bank s'attache beaucoup plus à la mobilisation de l'épargne son opération : 5caisse du groupe puis verse une somme de 25% du montant total des inserts générés par le prêt dans la caisse d'assurance ; ceci est utilisé par la banque en cas de défaillance des membres (décès, en cas de cataclysme naturel,...).le capital de cette banque est ouvert aussi aux membres qui peuvent acheter des actions , en effet 80% des actions

²⁰ :sous ;banque mondiale : « micro finance à Madagascar »

appartenant aux membres . Avec ce système : elle comptait en 1985 de 171622 et passé à 2millions en 1994 de membres avec 92% des membres ont emprunté de l'argent.²². L'épargne obligatoire a connu aussi une croissance considérable entre 1985 et 1994 passés de 2.248.387SUS à 303.900.621SUS. Le système de cette banque est copié par plusieurs pays du monde surtout les pays en développement.

Bref, selon les expériences de ces deux pays l'activité d'intermédiation financière a réussi avec le modèle « groupe solidaire », avec un taux de participation autour de 3% par mois en Bangladesh

3-3 Quelques exemples d'importance d'accès au crédit

On peut trouver dans cette section, l'inégalité des revenus des paysans ou ménages ruraux selon l'intensité de leurs accès au crédit.

Selon les cas de trois pays (Nicaragua, Pérou, Honduras) ; les ménages ruraux qui ont d'accès au crédit faible utilisent encore plus de la moitié des intrants achetés par le non sujet de crédits en valeur équivalente (50 à 75%)²³

De plus leurs revenus ont « rendement de la terre et de la main d'œuvre familiale » ont évalués de 60 à 90% de ceux qui n'ont pas accès au crédit. (Même source)

Ces résultats permettent l'auteur de conclure que : « les ménages ruraux ayant un faible accès au crédit utilisent moins d'intrants et ont des revenus moins faibles. »

Cela signifie que l'amélioration du revenu des ménages ruraux dépend de l'intensité d'accès au crédit alors plus d'accès au crédit important, l'utilisation d'intrants augmente ainsi que le revenu mais en revanche l'intensité d'accès au crédit diminue, l'utilisation d'intrants devient faible alors cela entraîne une réduction du revenu. Donc si on veut accroître le revenu des ménages ruraux il faut augmenter le taux d'accès aux crédits des paysans.

²¹ SUS = 40,25TK (unité monétaire de bengladesh) ; banque mondiale

Source ; banque mondiale ; « micro finance à Madagascar » : 1996

²³ cf. agriculture au service de développement page 171 figure 6.1)

Mais la question se pose logiquement Comment peut on augmenter ce taux face aux problèmes des services financiers des banques ? Ces problèmes exprimant un taux d'intérêt de prêts élevé et une garantie très énorme qui empêchent les pauvres manques d'actifs d'accéder à ce service

Toutefois, ce service est nécessaire d'après ce que nous venons citer tout à l'heure. Alors il faut créer d'institution de service financier servant ces pauvres. D'où l'importance de l'existence de la micro finance qui pourrait accorder aux pauvres des micros crédit pour augmenter l'utilisation d'intrants qui leurs permettent la hausse de leur revenu. Or l'amélioration du revenu des pauvres leurs permettent d'intégrer dans une catégorie sociale plus haute qu'au par avant .Dans le cas où ce phénomène se développe, le niveau de vie de la plupart de la population défavorisé serait amélioré.

On peut conclure que la micro finance constitue des facteurs de développement. Pour que cela soit effectif, on va voir comment évaluer l'impact de la micro finance aux bénéficiaires ? Cela constitue l'objet de la section suivante

SECTION 4 : LES LIMITES DES SERVICES FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT OU A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Ce n'est pas toujours l'effet positif qu'on peut trouver aux services financiers intermédiaires, mais il y a aussi des effets négatifs au processus de développement. C'est-à-dire dans certains cas les IMF ne profitent pas aux pauvres quelque soit leurs sources de financement des crédits est assuré par les bailleurs étranger et nationaux se présentent de la manière suivante :

Parfois, les IMF à crédit subventionné ne peuvent offrir d'un montant de crédit important, puisque ce ne sont pas elles qui décident les montants mais les fournisseurs cependant, ce crédit subventionné est bon marché, c'est-à-dire faible coût alors c'est plus abordable pour les pauvres. En effet, il y a rivalité pour l'obtention de ce crédit (prix financier faible, augmentation de la demande). Conséquence, la discrimination à ce type de service financier : c'est-à-dire ce

sont qui détiennent les pouvoirs d'obtention de ce crédit ; comme par exemple les élites locales et les personnes importantes locales

De plus, concernant les programmes de crédit subventionné rural, c'est bien démontré dans le monde entier, que ceux-ci entraînent dans la plupart de cas le non remboursement. Par conséquent, que ce soit les IMF qui gèrent les programmes ou les bailleurs et les gouvernements qui assurent en financement génèrent des pertes. Donc ceux-ci nuisent la collecte institutionnelle d'épargne, et cela entrave le développement des IMF et paraît par la suite comme un facteur d'aggravation de la pauvreté. Les IMF qui se basent sur les sources financières de types. Subvention ont tendance d'être inefficace s en termes de système financier : c'est à dire elles sont incapable d'atteindre les objectifs de pérennités financière et autonome. Elles restent toujours en dépendances de financement extérieur. Donc ce ne renforce pas le système financier national. Alors que leurs actions au développement restent moins efficaces. Quant aux intermédiaires financières formelles, c'est-à-dire celle dont le financement provient des membres ou du marché financier. Elles ne sont pas profitables aux activités des paysans (en général l'agriculture) de raison que les risques sont importants dans ce secteur d'activités, alors les paysans n'ont pas le courage d'emprunter auprès de ce type des IMF, de plus la présence des IMF dans le monde rural reste encore moins fréquente (ou très rare) ceux-ci impliquent une faible participation des paysans (ou entrepreneurs ruraux) à l'accès des services financiers intermédiaires formels.

Exemple : en Mexique rural seule 45% des entrepreneurs ruraux ont bénéficiés des crédits pendant deux ans successifs (1992-1994) (Cf. BM : Manuel de micro finance). De plus, les garanties d'un montant excessif et les coûts de transaction très élevés découragent les entrepreneurs ruraux d'accéder aux crédits formels des IMF. Par exemple : en Mexique 75%²⁴ des ménages ruraux interrogés affirmaient qu'ils se sont jamais adressés au service financier formel (cf. BM : Manuel de micro finance en 1995).

²⁴Source : banque mondiale « manuel de microfinance1996 »

Cela signifie que les IMF de type intégré dans le système financier ne profitent aux activités agricoles qui présentent beaucoup des paramètres de risques. Alors que l'imperfection du marché financier persiste encore dans le monde rural. En effet les inégalités paraissent encore un phénomène majeur dans ce milieu donc les IMF ne font que d'entraver le développement rural

Bref, l'intervention des IMF à surmonter l'imperfection du marché financier n'arrive pas effectivement à atteindre sa fin ceci s'observe beaucoup plus sur les activités dans le monde rural où se trouve la majorité de la population active des pays en développement dont la plupart d'entre eux sont pauvres. De plus, plus elle s'intègre dans le service formel, plus elle s'écarte des pauvres à cause du coût de transaction élevé. Donc, l'existence de service financier intermédiaire ne paraît qu'une solution superficielle pour la réduction de la pauvreté. Cet aussi partielle car elle ne concerne qu'une minorité de la population pauvre. Ce sont aussi des gens moins pauvres (disposent un peu d'actif pour la garantie) qui bénéficiaient leur service et les plus pauvres sont exclus. Donc les IMF aggravent quelque fois l'imperfection du marché financier puis favorise les inégalités qui nuisent la croissance économique ainsi que le développement.

CONCLUSION

En somme, la micro finance ou les institutions de micro finance sont tous ceux qui font l'activité habituelle d'intermédiation financière (offre de service financier aux pauvres) et des services d'intermédiation sociales (santé, éducation). Les IMF se caractérisent par le montant d'un crédit faible et les cibles sont des personnes à faibles revenus. Alors leurs interventions permettent d'améliorer les revenus de ces derniers ; ainsi que leur niveau de satisfaction aux besoins fondamentaux qui paraissent l'expression du processus du développement donc les IMF constituent un des facteurs de développement. De plus, leur objectif consiste généralement à offrir un service permanent et répétitif à la population défavorisée ; et à atteindre la pérennité financière. Alors le développement des activités des personnes cibles en

approchant leurs objectifs leur permet d'être indépendantes progressivement de bailleurs de fonds. Certaines expériences des pays en développement prouvent l'importance des IMF dans le développement mais pour certains pays l'intervention des IMF surtout dans le secteur d'activité rurale n'arrive pas aux cibles d'améliorer leur condition de vie, dans ce cas elles entravent le développement rurale comme dans le cas de Mexique rural. Donc l'intervention des IMF dans le but d'assurer l'amélioration des conditions de vie de la population pauvre des pays en développement peut être positif ou négatif cela dépend de la stratégie nationale des pouvoir publics dans ce domaine. Plus la stratégie ne s'adapte aux réalités et besoins des IMF et les bénéficiaires, les résultats seront positifs ; mais si elle ne concentre que sur l'intérêt et le besoin d'une seule partie des acteurs la positivité des résultats ne seront sûre. Donc l'Etat, les IMF, la population défavorisée devrait être convergée dans la même direction pour le développement de ce secteur de financement. Cela exige une prise sérieuse de responsabilité de chacun de ces trois acteurs. On a vu alors les liens entre les IMF et les développements d'un pays. Pour la suite le cas de Madagascar dans cette matière fera l'objet de la partie suivante.

PARTIE II :

LA MICROFINANCE A MADAGASCAR

INTRODUCTION

Dans la première la partie, on a bien démontré que la micro finance peut être un facteur de développement d'un part et d'autre part elle semble comme un obstacle dans certaines conditions selon les théories. Pour que cette étude soit concrète, et dicte la réalité ; cette partie II va parler de la réalité à Madagascar en ce qui concerne l'action des institutions d'intermédiation financière et leurs impacts sur le développement économique et le développement social. Ainsi des questions se posent : les institutions de service financier à petite échelle améliorent-elles vraiment de revenu des pauvres ? ; Elles nous permettent-elles effectivement de réduire la dépendance financière extérieure ? Ou en d'autres terme, les services d'intermédiation financière constituent-ils un pilier de base et durable au processus de développement de notre pays ? Cela nous amène à faire les études successives sur les points suivants :i) la généralité sur la micro finance à Madagascar ; ii) le fondement de la nécessité des services d'intermédiation financière à Madagascar ; iii) les réalités d'accès aux services financiers à petite échelle à Madagascar.

CHAPITRE I : GENERALITES DES IMF A MADAGASCAR

A Madagascar, le prêt bancaire reste encore dans la plupart de cas aux profits des grandes entreprises industrielles ou commerciales c'est-à-dire les secteurs secondaire et tertiaire. Quand au secteur primaire qui occupe 80% de la population malgache, l'accès au prêt bancaire parait très rares ou même presque inexistant dans plusieurs régions de l'île. Cependant la coopération entre un secteur financier viable et pérenne et les pauvres est nécessaire pour l'amélioration de leur condition de vie (réduction de la pauvreté), ainsi que la possibilité d'être indépendante progressivement des bailleurs de fonds en matière de financement. Alors que cette nécessité justifie inévitablement l'existence des institutions financières intermédiaires entre les banques et les malgaches pauvres. Ainsi on retrouve donc ce présent chapitre comporte quatre chapitres : i) l'évolution historique des institutions de micro finance présentes à Madagascar ;

ii) les différents types des institutions de micro finance existants à Madagascar ; iii) l'environnement des IMF à Madagascar.

SECTION1 : APERÇU HISTORIQUE DE LA MICRO FINANCE A MADAGASCAR

On peut distinguer l'histoire de la micro finance à Madagascar en trois périodes distinctes jusqu'à maintenant : avant 1990, de 1990 à 1995 et de 1996 à nos jours. Suite à l'imperfection du marché de crédit formel (services bancaires inaccessibles aux pauvres : revenu faible) surtout le plus touché la population rurale. Cette situation favorisée la création des IMF pour servir les pauvres en matière financière à partir de 1990.

Voici donc les trois grandes périodes de l'évolution historique des IMF à Madagascar :

1-1 : la période avant 1990

Avant cette année, les IMF n'existent pas encore à Madagascar, mais il y avait une banque nation qui intervient dans le cadre de micro finance. Il s'agit de la banque BTM depuis 1976 (elle s'intéresse) sous action dans le secteur de micro finance est limité, à l'offre de crédit aux paysans. Mais elle ne servit qu'une minorité de la population rurale. Cette action est reprise avec BTM – BOA après sa privatisation en 1990.

1-2 : La période de 1990 à 1995

Cette période est appelée une phase d'immanent des IMF, parce que beaucoup des IMF mutualistes ou non mutualistes ont été créées. Cette émergence des IMF a été favorisée l'intervention conjuguée des trois entités à savoir : les Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, UE, Agence Français de développement, coopération Allemande, Inter coopération Suisse)

Les gouvernements aux travers sa politique de développer ce secteur moyennent par encouragement de la Banque Mondiale qui assure le financement des projets envisagés suivants : le PMF (Projet Micro finance pour une phase de deux ans allant de 1998 à 1999 ; le projet AGEPMF (Agence de Gestion du Programme Micro Finance). Ce projet dure en estimation pour quinze ans dont la

date de début officiel était en juin 1999 et enfin il y avait AD (Agence d'Implantation et de Développement. Cette entité est appelé encore « Opération technique » ceci assure de DRD, FERT, IRAM, CIDR.

Le tableau suivant montre les différentes IMF créées aucun de cette période avec leurs zones d'intervention.

Tableau n°1 : Regroupement des IMF créées entre 1990 -1995

IMF	Acte de création Année	Zone d'intervention
CECAM/FERT	1993	Vakinakaratra
AECA/CIDR	1990	Marovoay
OTIV/DID	1994	Toamasina et Lac Alaotra
ADéFI/	1995	Antsirabe
TIAVO/WOCCU	1995	Fianarantsoa
SIPEN	1990	Antananarivo
APEM/PIQ	1987	A Tuléar, Tana
VolaMahasoa/CIDR	1993	Partie sud de l'île, à Tuléar
EAM	1990 : projet 1996 : Association de droit Malgache	
CEM	1998 IMF	Antananarivo ; Mahajanga,...
CEFOR	Plus ancienne d'IMF à Madagascar	
HAINGONALA	—	
MAHAVOTSE	Nouvelle venue	Partie sud de Madagascar
MICROCRED	—	
PAMF (Premier Agence de Micro Finance)	—	

SOURCE : Banque Mondiale : micro finance à Madagascar 27mars 1996

Donc il y avait quinze IMF à Madagascar pendant cette période dont dix non mutualistes et cinq mutualistes.

Comment alors s'évolue ce nombre ou sa couverture géographique pour la période suivante.

1-3 La période de 1996 jusqu'à maintenant

Cette période s'appelle, « la phase de développement et de croissance » des IMF à Madagascar. Deux grandes choses marquent cette phase concernant les IMF : d'une part, une extension de couverture géographique et la consolidation des réseaux existants et d'autre part : on a mis en place la CCNMF (Cellule de Coordination Nationale des IMF) et on a élaboré un document de stratégie de Nationale de Micro Finance (DS MMF)

On va parler d'abord de l'extension ou l'augmentions du ou élargissement des zones géographiques couvertes par les IMF

- En premier lieu : l'OTIV : financé par (DID) son activité de développement dans les zones suivantes : le zone de péri urbaine de la capitale d'Antananarivo et de Nord Est (Sava en 1996) et atteigne aussi à la fin urbaine de Tana en 2000.

- En second lieu : le CECAM financé par FERT avec la première extension en réseaux à partir de 1996 dans les régions d'Amoron'i Mania, Vakinakaratra et Ivon' Imerina. Son extension géographiques tient bien de sur les hautes terres centrales.

Cette extension se pourrait en 1998 dans quatre régions de Madagascar : Bongo lava, Itasy, Sofia, Mena.

Pour TIAVO dont le financement est assuré par RAM, s'élargissent ses réseaux dans la zone Sud Est de Madagascar ; à Mana Kara et Farafangana.

En 1998, le réseau de AECA dont le financement provient du CIR s'étend jusqu'à Ambato Boéni.

Et en fin avec EAM : qui est au début un projet finance par PNUD/BIT depuis 1900

Puis transformés en Association de droit en 1996 et revenue IMF non mutualiste à partir de 1999.

Quand aux CNMF : elle a été créée en décembre 2003 et rattaché à du au ministère de Finance et de Budget. Sa création est le fruit de concert avec tous les acteurs et intervenants du secteur IMF. Cette entité en validé un aveu ment appelé (DSNMF) lors d'un atelier en Avril 2004 et il a été aligné avec révisons objectifs

MAP dans ce secteur en octobre 2007. La nouvelle version révisé sera budgétisé par le gouvernement pour les années 2008 -2012.Cela signifie que l'état met l'accent sur ce secteur et tient compte son importance en matière de financement rurale

SECTION 2 : LES DIFFERENTES TYPES DE MICRO FINANCES A MADAGASCAR

On essaie de voir dans cette section, les différents classements des institutions de micro finance à Madagascar. Pour cela il y a deux classements possibles : i) selon les caractéristiques des IMF, ici) selon la structure des services.

2-1 : distinction selon les caractéristiques des IMF

Depuis 2007 on a vu la naissance de deux nouvelles micros finances à savoir microbus, Accès banque. On distingue sept types d'institution financière d'appuis aux micros entreprises à Madagascar ; cette distinction a été construit à partir du tableau de caractéristique de base ces institutions au 31- 12-95²⁵ on repartit ce type comme suit :

1. Six ONG dont quatre sont de réseau MEC et les deux autres sont CDA et CIDR de vola Mahasoa ;
2. Trois Associations à but non lucratif à savoir : ADEFI, ADEVA, AGR/FID Toliara
3. Trois projets qui sont : AGR/BIT, DELSO et FAO/PNUD
4. Une société anonyme (BTM-BOA) qui compte 10 Agences de micro finance
5. Deux sociétés anonymes de capital risque : SIPEM et FIARO
6. Une ligue de refinancement et de garantie : FENU ceci semble présente dans toute l'île et financée par les nations unies
7. Une ligue de crédit : AIPB qui intervient dans toute l'île et son financement provient des bailleurs de fonds : CFD.

²⁵Source : tableau3 ; les caractéristiques de base des IMF d'appui aux Microcrédits au 31décembre 1995(banque mondiale : micro fiance à Madagascar 1996

Selon ce monde de classement, des institutions financière d'appuis au micro entreprises, ce sont les ONG qui sont à Madagascar sa couverture dans toute l'île paraît majoritaire et très vaste puisqu'elles existent dans tous les six provinces.

A part les ONG, on trouve aussi presque dans toute l'île les types de société anonyme de capital risque. Mais les autres types n'existent que dans deux ou trois provinces du territoire malgache.

Exemple : Le type de projet il couvre les 5 provinces (Tamatave, Mahajanga, Toliara, Antananarivo, Antsinanana)

Autre exemple : le type Association à un but non lucratif, elle se trouve dans trois provinces seulement : Antananarivo, Fianarantsoa et Toliara

On constate aussi que, quelque soit le type d'institutions d'appui financier aux petits entreprises, ces sont les bailleurs de fonds qui l'assurent en général leur financement. Cela signifie que ces derniers jouent un rôle important en matière de financement dans notre économie

2-2 Distinction selon la structure des services

Partant de ce critère, on peut classer les institutions de micro finance en trois grandes types : les Mutuelles d'Epargne et de Crédit (MEC), les banques, et autres

2-2-1 Les Mutuelles d'Epargne et de Crédit

Ce sont des institutions de micro finance mutualiste. Ce qu'on entend par mutualiste, toute institution de micro finance ou personne morale fondée sur les principes de coopération, de solidarité, et d'entraide mutuelle et ayant principalement pour objet de collecter l'épargne des ses membres et /ou de consentir du crédit à ces derniers ce sont par exemple : AECA : Association d'Epargne et de Crédit Agricole ; CECAM, OTIV, ADEFI et TIAVO

Voici un tableau regroupant ces institutions de type mutualiste avec ses membres et la valeur de leurs comptes

Tableau n°2 : Les différents types des IMF

Mutuelle d'Epargne et de Crédit	Nombre de membre ou compte	Valeur d'épargne (Million FMG)
AECA	3.146	63,8
CECAM	25.105	2.252,2
OTIV	28.388	12.708,6
ADEFI	0	0
TIAVO	4.452	875,9
TOTAL	61.091	15.900,5

Source : banque mondiale (2000) : *Madagascar secteur financier à l'aube du 21ème Siècle : Etat de lieux et orientations Tableau13.1 page 19 31/12/99*

D'après ce tableau, c'est l'OTIV qui tient la première place en nombre des membres évidemment en valeur de l'épargne à Madagascar en 1999. On trouve en second rend CECAM et en dernier rang AECA

Voila donc ce qui concerne le premier type d'institution financière d'appui au micro entreprise. Voyons par la suite le second type

2-2-2 : Les Banques

Ces sont des agences des banques qui ont pour activités de micro finance : c'est-à-dire qui ciblent des personnes à revenu faible.

A Madagascar, il n'y a que deux banques seulement qui possède des agences de types micro finance (BTM- BOA) avec dix agences qui pratiquent l'activité de micro crédit et CEM (Caisse d'Epargne de Madagascar)

Voici le tableau qui présente les caractéristiques de ces deux banques de types micro finance formelle

Tableau n°3 : Les banques aux services de micro finance à Madagascar

Banques	Nombre de compte ou Membres	Valeur d'épargne (En Million FMG)
CEM	517.414	150.237,8
BTM-BOA	14.974	55.421,0
TOTAL	532.388	205.658,8

Source : banque mondiale, novembre 2000

C'est la CEM qui possède en termes de quantité, plus de membres que de l'épargne par rapport à la BTM-BOA. Donc plus les membres sont importants en terme quantité, plus l'épargne augmente dans la caisse.

2-2-3 : Les IMF non mutualistes

Les IMF non mutualistes sont des institutions qui ont des activités à titre habituelle de l'opération micro crédit et ne répondent aux critères des IMF mutualistes. On trouve par exemple. Vola Mahasoa financé par CIDR, CEM, HAINGONALA, MICROCRED, MAHAVOTSE,....

SECTION 3 : L'ENVIRONNEMENT DE LA MICRO FINANCE A MADAGASCAR

La réussite et la positivité de son impact sur les bénéficiaires de ses services dépendent beaucoup plus de tous les agents dont leurs actions peuvent influencer les activités des IMF. C'est pour cela qu'on va analyser des IMF à Madagascar les trois Agents (Etat, Bailleurs des fonds et à cibler) constituent les environnements des IMF. Ce qui nous intéresse dans cette étude c'est l'importance de ces trois agents au développement des activités des IMF à Madagascar

3-1 : L'Etat

Conscient de l'importance de ses rôles pour le développement des IMF, le gouvernement Malgache a mis l'accent dans son action sur deux points essentiels : la réglementation et la loi ; la volonté politique économique envers les IMF

C'est pour cela que le gouvernement a décidé de :

- Elaborer des politiques de réformes du secteur financier par la politique monétaire et fiscale .En effet, le gouvernement décide de permettre le développement des IMF dans un cadre de libre marché, il n'a pas imposé de fixation de taux d'intérêt. C'est-à-dire l'Etat a libéralisé le marché financier.

- Faire participer tous les acteurs dans tous les ateliers à l'élaboration d'un document de stratégie nationale de micro finance qui a défini les responsabilités des acteurs opérants dans ce secteur. Concernant le réforme financier quelque points sont mis en exergue comme l'ajustement à un régime homogène de tous l'établissement de caractère bancaire une attribution à l'autorité indépendante de la commission de supervision bancaire et financière (CSBF). Cette attribution vise l'ensemble de revenir de bon sens les risques inhérents aux activités bancaires

Il y a aussi le renforcement de la protection des droits de la clientèle par l'institution d'un droit au compte et une réglementation des conditions de rupture de crédit

Pour les lois et les règlementations, l'Etat à élaborer les lois n° 2005-016, relative à l'activité et au contrôle des institutions de micro finance. Cette loi met l'accent sur quatre points concernant les IMF : la définition de son activité, la classification en trois niveaux des IMF, les méthodes de suivie et contrôle adaptés pour éviter tout risque qui pourrait nuire le développement économique (comme l'inflation, la manque d'investissement par le taux d'intérêt très élevé) et autres dispositions diverses

3-2 : Les Bailleurs de fonds.

A Madagascar, les bailleurs de fonds jouent deux rôles importants pour le développement des activités des IMF : l'appui technique aux acteurs des IMF et au financement des ressources financières en cas de besoins. Sur notre territoire, la plupart des IMF de types ONG et projet et quelque association à but non lucratif nourrissent leurs crédits par le financement des bailleurs de fonds par exemple AGR financé par FID

3-3 : Les clients

On se trouve enfin l'environnement client des IMF selon la raison d'être, leur service à titre d'intermédiation financière et sociale en faveur des pauvres ; elles possèdent une grande potentialité des clients à Madagascar ; puisque actuellement les personnes pauvres estimés à 67%²⁶ des malgaches) et cette proposition est très forte en milieu rural 75% qu'en milieu urbain (52%) selon la même source. Cela signifie que en atteignant une forte proposition de cette catégorie de population, le développement des IMF est incontournable dans notre île ainsi que la réduction de la pauvreté. Mais la question se pose est ce que les pauvres profitent vraiment aux services de ces institutions ? Ou encore, les services financières offerts par cette catégorie d'institution atteignent -il la majorité des pauvres et dans quels secteurs d'activités ? On va analyser ces différentes questions au chapitre 3 de cette partie

Bref, on a vu que la présence des IMF à Madagascar a été déjà depuis long temps ; de plus la couverture nationale semble plus important ; il existe au moins 22 points de service par région en 2007.

D'après ce qu'on a vu aussi ci-dessus, on peut trouver à Madagascar presque tous les types des IMF existant dans plusieurs pays du monde en développement. Alors que Madagascar est considérée comme l'un de ces pays en développement ancien prestataire de service financière intermédiaire. Ces types des services financiers nous permettent- il vraiment de réduire le nombre du pauvre ? Sa nécessité à cette fin est-elle justifiée ? Cela constitue l'objet du chapitre suivant

²⁶ Source : INSTAT 2005

CHAPITRE II : LE FONDEMENT DE LA NECESSITE DE TYPE DE SERVICE FINANCIER INTERMEDIAIRE A MADAGASCAR

Le fondement de la nécessité des IMF à Madagascar touche généralement les deux domaines : économiques et sociaux, ces deux domaines qui constituent le centre objectif de ce chapitre. Il comporte alors trois sections : les raisons économiques, les raisons financières et les raisons sociales.

SECTION1 : LES RAISONS ECONOMIQUES

Dans cette section on va analyser l'importance des petites entreprises considérées comme clients des IMF sur l'économie de la grande île

1-1 : Les petites entreprises à Madagascar

A Madagascar, il y a beaucoup plus d'entreprise dites petites (employant 2 à 15 personnes) que d'entreprises à grande taille employant plus de 20 à 100 et plus personnes. Voici un tableau représentant ces chiffres.

Tableau n°4 : Nombre des petites entreprises (1994) à Madagascar

Types des petites entreprises	Nombre	%
Modernes	13.000	0,48
Métisse	227000	
Individuels	2448000	8,35
Qualifiées (SARL, et Coopérative)	136000	
Traditionnelles	2.480.000	91,18
TOTAL	2.720.000	100

Source BM : Antananarivo 1996

Ce tableau montre la création des petits entreprises se développe, et domaine surtout par les entreprises individuelles dans les entreprises traditionnelles, il s'agit d'entreprise traditionnelle, il s'agit d'entreprise informelle ; et celles de métisses sont semi formelles ; et l'entreprise se caractérise par formelle

La majorité des petits entreprises sont informelles (91,18%) selon ce tableau. Or cela signifie que l'auto emploi occupe la majorité de la population, il y a donc une imperfection sur marché de travail (CASTILLO)

Comment se repartissent ces petites entreprises dans les secteurs d'activités ? Le tableau 5 ci après montrera les répartitions d'activité

Tableau n°5 : Le secteur d'activités des petites entreprises clients des IMF

Petites entreprises	Secteurs d'activité	Quantité (%)
Métisses	Commerce : gros et détail (grossistes, épiciers,...)	77%
Traditionnelles	Agricole Ateliers artisanaux Production de service (transport, formation, coiffure,...)	En majorité

Source : banque mondiale : micro finance à Madagascar 27mars 1996 .Antanarivo

Généralement les activités de la micro entreprise se concentrent dans la plupart de cas et selon les types d'entreprises par l'activité agricole en monde rural, l'activité commerciale (ville) et une activité d'offre de services (transports, coiffure,...)

Certaines petites entreprises se trouvent dans le secteur d'activité de production de biens par transformation (secteurs artisanaux : peintre, menuiseries, tailleurs, forgerons,...)

Exemple : Dans la zone d'Antsirabe les activités des petites entreprises sont concentrées dans la transformation et service à 80% ²⁷(BM : 1996)

1-1-1 : Importance sociale des petites entreprises

On va voir son impact sur le marché de travail pour satisfaire les besoins de sécurité de la population pauvres en leur fournissant de salaire sûr pour assurer la survie quotidienne de sa famille

Les petites entreprises surtout les entreprises traditionnelles créent plus d'emploi en occupant presque le quart de la population active c'est-à-dire elles absorbent les 25% de la population active (BM mars 1996). Cette importance n'est pas seulement sociale mais aussi économique.

²⁷ Banque mondiale : microfinance à Madagascar : 27 mars 1996

1-1-2 : Importance économique des petites entreprises

Les petites entreprises informelles ou appelées encore (des unités de production informelles contribuent à la formation de valeur ajoutée régionale. Dans ce cas leur part semble importante.

Exemple : Dans la province d'Antananarivo entre 1994-1995 les UIPs généreraient à 405 millions de Fmg de valeur ajoutée qui présente 61% de la consommation des ménages. Cela signifie que plus de la moitié des besoins en biens et services de la population d'Antananarivo sont assurés par les UIPs. Alors plus les entreprises ne se développent plus l'offre des biens et services marchands s'améliore en termes de quantité et de qualité. Mais dans le cas contraire cela entraînerait une trouble économique régionale. Mais son développement dépend beaucoup des moyens d'action ou de moyens des financements pour étendre les tailles et pour devenir plus compétitive en qualité et en quantité dans le domaine de biens et services offerts sur le marché pour satisfaire son besoin. D'où la sous section suivante

1-1-3 : Les contraintes des petites entreprises

Les petites entreprises doivent surmonter beaucoup des problèmes pour changer d'état. Elles sont basées surtout sur l'expérience, pas de formation institutionnelle préalable. Alors elles ne sont pas professionnelles et ont du mal à se développer .De plus, le problème majeur repose sur ; l'incapacité d'accès au crédit formel ; elles ne disposent pas de financement. Voici un tableau qui représente cette incapacité.

Tableau n°6 : Les différents types de source de financement des petites entreprises

Micro entrepreneurs	Types de source de financement			
	Propre épargne (%)	Parents (%)	Fonction (%) Sur héritage	Crédit bancaire (%)
Nombre de micro entrepreneurs en (%)	60	20	9	8

Source : BM mars 1996

Ce tableau montre que plus de la moitié des micros entrepreneurs ne bénéficient pas du service bancaire. Seuls 8% qui ont la possibilité d'y accéder. Or ces petites entreprises ont besoin des services financiers pour développer leurs activités afin d'améliorer leurs offres. D'où la nécessité d'un service financier intermédiaire de cycle court pour financer les petites entreprises en matière de démarrage même. Mais la question se pose pourquoi, le service bancaire ne profite pas aux pauvres ? D'où la section suivante.

SECTION 2 : RAISONS FINANCIERES :

Actuellement suite à des préventions des banques de l'Etat, la plupart des banques à Madagascar sont commerciale comme : BFV-SG, BNI-CA, BTM-BOA, UCB, ACCES BANQUES,.... Majoritairement elles sont détenues par les étrangers. Elles assurent leur financement, généralement en provenance du marché financier.

Le principal fournisseur des banques en termes de prêt c'est la banque centrale ou appelée encore autorité monétaire. Celle-ci régularise le marché financier à Madagascar pour éviter l'inflation et le manque d'investissement. La décision de cette autorité monétaire est basée sur la régularisation de la masse monétaire en circulation. La banque centrale peut jouer son rôle moyennant un taux de directeur qu'elle accorde aux banques primaires lorsque la circulation monétaire augmente rapidement c'est-à-dire il y a offre monétaire excessive ou la masse monétaire en circulation est très forte, cela va entraîner pour la plupart de cas une augmentation de prix si cette augmentation n'est pas proportionnelle à l'augmentation de la production. Puisque la forte masse monétaire en circulation

incite beaucoup plus la consommation alors il y aura une forte demande, et lorsque l'offre n'arrive pas à satisfaire la demande, il y aura imperfection du marché de biens et services c'est-à-dire une augmentation de prix à un certain niveau réduit la demande, et la réduction de la demande provoque une diminution de la production en une certaine limite. Cette diminution de la production est décidée par le producteur par la crainte de la surproduction. C'est un recul économique. Donc il constitue un blocage de développement. Face à cela, l'autorité monétaire doit prendre une décision pour éviter l'excessivité de la masse monétaire en circulation sur le marché en augmentant le taux directeur pour réduire les prêts jusqu'au cas où il y a équilibre entre offre de monnaie et le système de production à partir de l'investissement.

Cela signifie que le taux imposé par la banque centrale est fluctueux selon le mouvement de l'économie. Donc le taux d'intérêt appliquer par les banques primaires qui empruntent auprès de la banque centrale dépend de celui-ci et doit être supérieur à celui. Il est actuellement auprès de 20% car celui de la banque centrale est fixé à 14%

Ce taux semble très lourd pour les pauvres car il exige un grand investissement à long terme ainsi un grand actif d'un montant élevé pour prise en garantie. D'où du marché financière et le non accessibilité des pauvres sur ce type de marché. D'où la nécessité d'un service financier intermédiaire pour les petites entreprises. Il y a aussi d'autre raison pour justifier la nécessité de la micro finance à Madagascar. Celui qui constitue l'objet de la section suivante.

SECTION 3 : LES RAISONS SOCIALES ET CULTURELLES

La situation sociale à Madagascar présente des clients potentiels très larges. On rappelle que les IMF ont pour clients des personnes à faible revenus qui ne leurs permettent pas de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Or cette catégorie de la population reste majoritaire à Madagascar, 75% de la population (BM1995). De plus parmi ces pauvres 78% résident à la campagne et avec 82% vivent dans une condition médiocre et 98% de la population se trouve dans le secteur informel (BM ; Madagascar secteur financière à l'aube du 21^{ème} Siècle, 2000)

De plus une majorité de la population se trouve est engagée dans une combinaison d'activités agricole et non agricole saisonnière permet les paysans de diversifier ; leurs revenus, qui leurs permet d'épargner mais d'une manière traditionnelle (gardé la maison) pour différents raison :

- Les cas d'urgences (en cas de maladie, d'accident, catastrophe naturelle, événement sociale)
- les cas de frais indivisibles ou frais sociaux et investissements (frais scolaire ; logement...)
- les cas des obligations sociales et religieuses,
- les prévoyances sociales pour les vieillesses.

Dans ce, l'épargne prend la forme en nature mais non pas en espèce (Bœuf, Or, Terre, Bijoux).

Donc cela signifie que le monde rural Malgache constitue un marché financier très large. La population a besoin tout d'abord des services d'épargne formelle ; pour que, ceci profite à l'économie nationale. D'où l'importance de la microfinance à Madagascar.

Actuellement, la pauvreté persiste encore à Madagascar. Pour cela nous amenons à étudier la notion de la pauvreté pour pouvoir élaborer une politique de développement ou une politique de la réduction de la pauvreté.

C'est quoi la pauvreté ?

La lutte contre la pauvreté exige tout d'abord, la connaissance des pauvres. Le problème qui se pose est de déterminer les pauvres. Pour cela, il faut un outil de mesure pour distinguer les pauvres et non pauvres. L'outil de mesure le plus courant utilisé c'est la mesure monétaire qui est distinct de la pauvreté subjective. Il s'agit donc de la pauvreté objective. Cette pauvreté objective se mesure à partir d'un seuil de pauvreté en termes de consommation alimentaire. Alors sont qualifiés des personnes pauvres dont la possibilité de subvenir aux besoins alimentaires quotidiennes est inférieure à 2133Kcal²⁸.

²⁸Source de toutes les données chiffrées : INSTAT/DSM/EPM : 2005

Donc on qualifie les pauvres toutes les personnes qui consomment quotidiennement des régimes alimentaires inférieures à 2133Kcal. Alors, la quantité 2133Kcal reste un seuil de pauvreté.

Il y a autre seuil de pauvreté de consommation non alimentaire évalué en terme monétaire 305300Ar/an par personne. Cette consommation comprend (loyer, autoconsommation agricoles, location des biens durable, habillement,...)

Le dernier seuil de pauvreté qu'on a tenu en compte c'est le seuil en terme de revenu (1\$ /j et par personne)

Les personnes qui perçoivent un revenu 1\$/jour et sont considérées comme pauvre. Comment se trouve la situation Malgache par rapport à ses indicateurs. D'où le paragraphe suivant

Situation actuelle de la pauvreté à Madagascar

Actuellement, la pauvreté persiste encore à Madagascar même s'il y a un peu de recul pour le taux de pauvreté. Selon l'INSTAT cette réduction de la pauvreté allant de 75% (1996) à 68%(2005). Par définition le taux de la pauvreté et le rapport entre la population pauvre et la population totale. C'est donc la proportion de la population qui vie au dessous du seuil de la pauvreté. Cette pauvreté s'intensifie encore dans la rurale que dans le monde urbain : en monde rural, le est de 73, 5% et en urbain estimé à 52,0%(Instant 2005). Ce seuil de pauvreté semble encore superficiel et global. Avec ce taux, on ne peut pas connaître la dispersion des pauvres par rapport à ce seuil. Puisque en réalité, le niveau de la pauvreté n'est pas le même d'un ménage à un autre et d'une région à une autre.

D'où l'indicateur de pauvreté : intensité de la pauvreté : qui mesure l'écart moyenne de consommation de pauvre par rapport au seuil. Alors plus, cet indicateur est élevé plus la pauvreté est intensive. Cet indicateur a pour valeur autour de 28,9% en milieu rural et 19,3% en milieu urbain.

Voici donc une répartition provinciale selon les deux indicateurs à Madagascar

Tableau n°7 : Répartition provinciale selon les deux indicateurs à Madagascar

Régions	Taux de pauvreté			Intensité de pauvreté		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	41,6	64,7	57,7	13,6	21,9	19,4
Fianarantsoa	71,6	78,6	77,6	28,8	30,9	30,6
Toamasina	55,6	75,6	71,9	21,4	33,1	30,9
Mahajanga	47,0	76,6	70,2	16,1	28,9	26,2
Toliara	64 ,3	77,4	74,8	28,3	34,0	32,9
Antsinanana	33,8	69,8	64,2	9,4	28 ,1	25,2

Source : INSTAT/DSM/EPM : 2005

Cela montre l'importance de la pauvreté dans le monde rural de toutes les six provinces. Et le taux de pauvreté urbain semble très varié. Il allait de 33,8 à Tsiranana et 71,6% à Fianarantsoa. Pour l'intensité de la pauvreté, elle est beaucoup plus grande à Toliara et faible à Antananarivo avec 19,4% et le maximum c'est faible sera à Toliara avec 32,9%.

Alors que la pauvreté règne dans toute l'île entière. Les pauvres restent majoritaires dans l'île. Cette situation actuelle montre encore que l'environnement de IMF constitue encore jusqu'à maintenant une large potentialité de développement pour des IMF.

Bref, à Madagascar, le marché de travail reste encore perfectionné, alors les petits entreprises deviennent de plus en plus occupent une grande place de l'économie d'une région et même dans la nation. Elles sont nombreuses, et leur poids dans l'économie paraît important ; ainsi que leur action sociale. Mais elles ne peuvent pas développer largement pour une production à grande échelle faute du moyen de financement. Or ces entreprises et les personnes pauvres disposent, aussi d'épargnes non reconnues par la vie économique. Et encore pire, la situation de la pauvreté actuelle prouve que la présence des institutions d'intermédiation financière semble nécessaire pour développer les activités de celles-ci. Ainsi pour réduire la pauvreté.

CHAPITRE III : LA REALITE D'ACCES AUX MICROS CREDITS A MADAGASCAR.

Pour un connaître l'importance de la micro finance dans la vie des pauvres, on va analyser la réalité, concernant celle-ci ; on s'intéresse plus précisément aux caractéristiques d'accès à la micro finance à Madagascar : à savoir le mode de conclusion de contrat de prêt, et les caractéristiques de ce marché, le problème du marché, les politiques de l'état dans ce secteur et enfin une critiques et recommandations.

SECTION 1 : MODE DE CONCLUSION D'UN CONTRAT DE PRET DE LA MICRO FINANCE

Dans cette section on va voir le mode d'opération des IMF à Madagascar. Ceci varie selon les IMF, prenons par exemple le cas de l'ADEFI. (Association pour le Développement et le Financement) est financé par la mission de coopération et d'Action Culturelle (CAC) un montant de 8,5 millions de FF (BM ; 1996). A sa tête il y a un conseil d'administration qui comprend sept membres issus des clients.

1-1 : Mode d'organisation

Son organisation s'effectue de la manière suivante pour réaliser ses activités en faveur de ses clients. La structure comprend douze personnes dont trois Agents de crédit, un superviseur, un contrôleur, interne, un juriste, un informaticien, un comptable, un secrétaire un planton, un chauffeur et un seul expatrié.

1-2 : Mode d'opération²⁹

Chaque micro entrepreneur doit adhérer à l'ADEFI en payant un somme de 3000fmg. Puis il y a fait une cotisation mensuelle d'un montant de 1000fmg. Le lieu d'opération est la région d'Antsirabe. Ce milieu d'opération est divisé en trois zones sous le contrôle d'un agent de crédit. Cet agent possède un bureau à dans la zone

²⁹ Source de tous les chiffres : banque mondiale : microfinance à Madagascar : tirés du tableau4 : les caractéristiques des contrats financiers offerts par financiers (au 31-12-95)

de couverture. Si un client veut finir un emprunt aux prêts de l'ADEFI voici le mécanisme :

♠ D'Agent de crédit s'informe sur la moralité et l'activité du demandeur de crédit (pour le micro entrepreneur il va monter un dossier sur support de 4 pages) ; Il vérifie l'existence physique et la localisation des garanties

♠ Puis, le superviseur procède une contre évaluation concernant la moralité du demandeur.

Ensuite, le comité du crédit statue sur la demande de crédit et débloque la somme de trois à quatre jours après la décision de cette dernière. Une vérification, sur l'activité et l'existence des garanties sera effectuée 1 mois après.

Voici quelque principe pour avoir une information plus pertinente auprès des clientèles.

Acquérir une bonne information sur : le client (identité) ; l'environnement ; son activités l'entretien de lieu de proximité avec les habitants du zone d'action ;

Privilégié les accords amiable en cas de litige

Le crédit pour caractère à court terme, utilisé pour fonds de roulement, de la procédure simple pour l'obtention, les garanties de montant peu élevé, le temps d'étude de dossier et de déboursement de prêt est court. Les emprunteurs sont motivés de rembourser les prêts en leurs incitants par une proposition d'augmentation d'un montant pour le prochain emprunt. Le taux d'intérêt est de 42,57% par an. Ceux qui valent 3,5475% par mois. Ce taux semble très lourd si l'activité demande une longue période de réalisation. Les activités financières par les IMF varient selon les types d'IMF. Mais pourtant, elles sont à caractère sociale et économique.

Par exemple : FAO/ pêche, elle s'intéresse aux activités pour un revenu meilleur de petits pêcheurs.

- pour CDA, elle intervient dans le cadre d'action sociale culturelle (alphabétisation ; un centre sociale et santé)

- pour l'DEVA ; elle cible les clients d'activité artisanale

- pour CIDR de Volamahasoa ; les cibles sont tous ceux qui tirent leurs revenus des activités agricoles, petit élevage, petit commerce ou petit artisanat avec un appui de formation de gestion du budget familiale. Alors que ce service financier intermédiaire touche presque les activités économiques et sociales des personnes pauvres.

SECTION2 : EVOLUTION DE MEMBRES ET DE L'OFFRE DE CREDIT DES IMF A MADAGASCAR (1998 A 2007)

On s'intéresse dans cette section la caractéristique de l'offre, de la demande et l'évolution de la participation de la population à faible revenu.

Tout d'abord les contrats sont caractérisés généralement par :

- un délai de remboursement varie du jour à semestre : les commerçants (journalier), petit exploitant agricole (semestre), en général ce ne dépasse pas 12mois.

Le taux nominal de prêt varie entre 0% à 57,37% : pour CDA il est de 0% à 10% et pour le réseau MEC de DID ce taux est maximum car, il reste autour de 57% par an. La totalité des IMF impose des garanties de prêt de nature varié selon les types des IMF et les contrats. Elles peuvent être des matérielles, cautions solidaires, mobilières, immobilières, garanties bancaire

- le remboursement semble meilleur pour ce type de marché, puisque le taux varie de 55,83% à 100% (AGR/FID-TOLIARA, un réseau de MEC du CIDR de MAROVOAY finançant généralement les petits exploitants agricoles), (banque mondiale : 1996)³⁰

Très rapides et soutenus, la croissance et le développement des activités des Institutions de Micro Finance (IMF) au cours des dix dernières années se sont traduits par :

- L'extension de la couverture territoriale tant en milieu rural qu'en milieu urbain,

³⁰ Source : banque mondiale : microfinance à Madagascar

- L'augmentation du taux de pénétration et le développement des activités : nombre de membres et de clients touchés, volume des dépôts collectés auprès de la clientèle, volume des crédits distribués.

Cette expansion des activités des IMF s'est poursuivie au cours de l'année 2002 malgré les crises économiques.

2-1 : Le taux de pénétration³¹

L'objectif national en matière de micro finance se concentre sur les trois points essentiels suivants : services financiers intermédiaires diversifiés, pérennes et viables en intégrant dans le système financier pour une autonomie financière des institutions de micro finance.

En termes de participation de la population aux services financiers intermédiaires, atteindre la majorité de la population à faible revenu constitue le principal objectif de type de marché financier. Sur le plan national, le taux de participation des ménages malgaches aux services des ne cesse d'accroître autours des années. Pendant les quatre dernières années ce taux s'évolue comme suit : en 2005, il était de 6,37% ; en 2006 il est devenu 7,44% ; 9,07% en 2007 et enfin actuellement en mi-juin 2008 il de 9,25%. Donc le taux d'accroissement annuel des ménages malgaches profitant des services financiers intermédiaire est autours de 2%, soit donc 360000 ménages bénéficiaires des services des IMFs mutualistes et non mutualistes par an, soit 30000 nouveaux membres par mois.

2-2 : Le volume d'épargne collectée depuis 1998 à 2007³²

Pendant cette période, les encours d'épargne des Mutualistes sont passés de 1,3 milliards d'Ariary (765 000 \$US) à plus de 32 milliards d'Ariary (18,8 millions \$US).

³¹ Source : Ranaivo Lala Honoré, journal Les Nouvelles, pages 22, 5 JUILLET 2008

³² Source : coordination nationale de la microfinance :

Certaines catégories d'Institutions Non Mutualistes commencent à collecter de l'épargne dont l'encours s'élève à près de 5 milliards Ariary (8,3 millions \$US). Cela signifie que les institutions de microfinance s'intègre d'une croissante dans le système financier pour atteindre l'objectif de pérennité financière et viable et d'être indépendante de financement extérieur. Ainsi la population à faible revenu commence à s'intéresser à ce type de marché. On va voir la mobilisation de ces épargnes pour la suite.

2-3 : *Les crédits distribués*

Toujours de 1998 à décembre 2007, les encours de crédits se sont accrus de 3,3 milliards d'Ariary (1,9 million \$US) à plus de 53 milliards d'Ariary (31,1 millions \$US) pour les Mutualistes, soit un accroissement de plus de 16 fois.

Les encours de crédit des Institutions de Micro Finance Non Mutualistes s'élèvent à plus de 16,8 milliards d'Ariary (près de 10 millions \$US) alors que la mobilisation de l'épargne collectés auprès des membres connaît aussi d'un accroissement très dynamique pendant cette période avec un taux de croissance près de 170,76% par an. Cela signifie que les institutions de microfinance à Madagascar semblent plus ou moins viables actuellement et s'intègre de plus en plus dans le système financier. Donc au cours des dix dernières années les IMF de Madagascar connaît un développement.

SECTION 3: CRITIQUE ET RECOMMANDATION

Cette section se base sur deux points essentiels une étude critique des actions des IMF avec les pauvres et des recommandations basées sur les problèmes rencontrés et les mesures prises par l'Etat

3-1 : *Etat critique :*

Le critique se pose sur le mode opérationnel ou plus précisément sur les caractères du marché et sur implantation des IMF à Madagascar et son environnement.

Malgré la potentialité propice et le taux remboursement très meilleur des crédits offerts par les IMF, elle pose encore du problème

Tout d'abord son action est encore minimale par rapport à la population ciblé, n'atteigne que 2% de la famille malgache (BM- 1996) la participation de la population reste encore faible a ce type de marché financier. Donc son action n'a aucun effet majeur à la réduction de la pauvreté à Madagascar

Ensuite, le taux intérêt semble très élevé pour les activités qui demande un cycle très long (un an et plus) 40à 50% par an qui très chère par rapport au taux bancaire autour de 18% à 20%. Cela signifie que les activités financées par les IMF ne peuvent pas avoir un cycle long. Elle reste toujours à petite échelle ; cela ralentie la croissance économique.

Puis, la pérennité et la viabilité reste encore un objectif à atteindre car les soutiens des bailleurs occupent encore une place importante dans la vie des IMF (en terme d'appui technique et de financement)

De plus, quand aux IMF de type mutuelle d'épargne et de crédit, elles ont des problèmes pour atteindre la couverture nationale des raisons que :

- les modèles des IMF sont importés c'est-à-dire un modèle étranger apporté à Madagascar, il y a problème d'adaptation au besoin de la population pauvre surtout dans le monde rural ;

- les poids des bailleurs persistent, qui empêchent son développement puisque l'objet du bailleur non pas tout à fait lien avec les besoins de clientèle des IMF. Or ce sont les bailleurs qui financent les IMF. Alors que ceux-ci imposent et orientent les activités des IMF donc elles ne peuvent pas satisfaire leurs clients avec le service souhaités par ce dernier. Cela implique le non motivation de la population pauvre à l'accès à ce type de marché ;

- de plus la concurrence n'existe pas sur ce marché, en effet les développements et la diversification des services offerts par les IMF s'évoluent faiblement. Alors le taux de participation reste faible car dans douze ans c'est-à-dire entre 1996 (2%) à 2008 (9,25%) l'augmentation n'est que 5% soit 0,4% par an face à la potentialité de ce marché à Madagascar et les problèmes rencontrés ; l'action de l'Etat est nécessaire pour améliorer la capacité des IMF à développer leurs activités.

3-2 : Les mesures prises par l'Etat

Dans les années 1999 - 2001, pour développer les IMF et leurs impacts aux cibles. Le gouvernement malgache a élaboré un Document de Cadre Politique Economique (DCPE). Ce dont met l'accent sur la politique de réduction de la pauvreté par une promotion de développement rural. Il connaît alors son action sur le renforcement du secteur informel qui occupe plus des personnes pauvres. Pour cela il essaie de faciliter l'accès à la ressource financière pour le groupe marginalisé en offrant en micro finance des environnements propice à son développement. Actuellement la politique de l'Etat vise aussi dans ce secteur de renforcer son activité il décide de mettre une réglementation de libéralisation de ce marché surtout en terme de taux d'intérêt pour promouvoir la concurrence entre les IMF. L'objectif de l'Etat en ce qui concerne ce secteur d'atteindre un taux de participation pour 2012 autour de 13% qui est actuellement 9,25%.

Pour atteindre ces objectifs quelque recommandation sera proposée ci-dessous

3-3 : Les recommandations

Le développement des IMF est très important pour le pays en développement en particulier Madagascar. Elle cible le centre le plus mal de ce pays pour guérir cette maladie (le misérabilisme de la majorité de la population malgache). Pour que ce soit réalisable : l'Etat doit assurer son rôle à travers l'amélioration de la situation macro économique moyennant par la politique budgétaire, la politique monétaire pour assurer un équilibre macro économique ; assurer la prestation des infrastructures de base (route, établissement scolaire, établissement sanitaire, centre de formation,...).

Cela peut réduire le risque de défaillance des bénéficiaires de micro crédit et facilite l'action de sensibilisation de la population pauvre surtout dans le monde rural à l'accès des services financiers. L'Etat doit aussi réviser son mode de travail avec le bailleur de fonds dans ce secteur pour réduire la dépendance chronique des IMF à ces derniers le principe c'est que mettre le bailleur comme le ré lanceur des IMF en terme de financement et d'appui technique de système financier pour l'autonomie de celle-ci.

Quand aux IMF elles doivent diversifier et améliorer la qualité de ses services pour inciter les pauvres à l'accès de leur service proposé et de rentabiliser le projet des bénéficiaires pour assurer les remboursements. On peut imiter les expériences réussites des autres pays étrangers comme la technique appliquée par GRAMEEN BANK en Bangladesh cette technique est pratiquée dans plusieurs pays du monde. Elle consiste à une offre de micro crédit à un groupe de bénéficiaire composé de 2 à 5 personnes qui sont responsables aux remboursements des emprunts de l'un de ces membres qui est en situation de défaillance. Pour imiter cette technique il faut l'adapter à la réalité, aux besoins et à la préférence des clients. Les IMF sont aussi sensées de découvrir des nouvelles techniques qui facilitent les remboursements de la part des bénéficiaires. L'offre des services complémentaire (formation technique de gestion de fonds, technique de création d'un projet plus rentable, technique commerciale et marketing...) en faveur des clients incite la participation de ce dernier à l'accès de ces services et de sa fidélité.

CONCLUSION

Bref, l'accès au service financier intermédiaire reste encore embryonnaire à Madagascar il n'atteint pas même les 10% de la population pauvre. Cependant le taux de remboursement des crédits semble plus meilleur. Les taux d'intérêts des IMF paraissent trop élevés pour une opération qui dure d'une longue période c'est-à-dire un an et plus ; ceci varie au tour de 40% à 50% par an qui est plus élevé que le taux bancaire et ne profite pas à la population pauvre surtout les paysans mal instruit. Alors que le type d'intermédiation financière informel (parents, amis, personne de proximité...) attire beaucoup plus les pauvres par rapport aux services financières formelles de plus beaucoup des IMF restent encore en dépendance des bailleurs de fonds en terme d'appui au technique de système financier et du financement de leur crédit. Donc l'objectif d'améliorer la condition de vie de la population défavorisée et la pérennité et viabilité des IMF n'est pas encore atteint à Madagascar

CONCLUSION GENERALE

En somme, la microfinance constitue un moyen de financement important pour les pays en développement pour résoudre les problèmes d'insuffisance monétaires pour réaliser les projets ou programmes inscrits dans la politique générale de l'Etat. Elle est destinée par sa raison d'être au profit des pauvres qui ne peuvent pas être bénéficiaire des services bancaires. Les IMF offrent des petits crédits aux entreprises familiales, individuelles, pour améliorer leur revenu. Les IMF cherchent toujours à d'atteindre la grande masse de la population pauvre pour qu'elle devienne indépendante des bailleurs des fonds dans le système financier. Selon les expériences de certains pays les IMF constituent un facteur de développement économique d'une nation alors il est logique que certaines auteurs prouvent la nécessité des IMF dans le processus de développement des pays pauvres suite à l'imperfection du marché financier formel. L'expression développement est assimilé à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population pauvres. Dans le cas de Madagascar où la population reste encore majoritairement pauvre le marché d'intermédiation financier possède cependant un large client potentiel pour son développement même si ces IMF existaient déjà à Madagascar depuis long temps (dans les années 90). L'impact sur les développements n'est pas alors important, pour favoriser leurs activités dans le cadre de la réduction de la pauvreté ainsi que dans le cadre d'offrir des services financiers permanents et répétitifs dans toute l'île entière et au profit de la majorité possible de la population pauvre ; Ainsi l'action conjuguée des trois acteurs essentiels dans ce secteur (Etat, Bailleurs et les Institution de Micro Finance) est nécessaire.

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau n°1 : Regroupement des IMF créées entre 1990 -1995.....</u>	44
<u>Tableau n°2 : Les différents types des IMF.....</u>	48
<u>Tableau n°3 : Les banques aux services de micro finance à Madagascar.....</u>	49
<u>Tableau n°4 : Nombre des petites entreprises (1994) à Madagascar.....</u>	52
<u>Tableau n°5 : Le secteur d'activités des petites entreprises clients des IMF.....</u>	53
<u>Tableau n°6 : Les différents types de source de financement des petites entreprises.....</u>	55
<u>Tableau n°7 : Répartition provinciale selon les deux indicateurs à Madagascar.....</u>	59

ANNEXES

STATISTIQUES NATIONALES CONSOLIDEES DU SECTEUR AU 31/12/2007 (MUTUALISTES ET NON MUTUALISTES)

Evolution des activités des IMFs Mutualistes de 1998 au 31 décembre 2007.

		31/12/2007
Nombre de points de services		488
Nombre de bénéficiaires		360 713
Encours de crédit	70093 millions Ar	41,2 millions \$US
Encours d'épargne	37130 millions Ar	21,8 millions \$US

	1998	1999	2000	2001
Nombres de caisses	248	271	336	353
Nombres de membres	47 472	60 775	92 946	116 977
Encours d'épargne (en millions Ariary)	1 280	1 919	7 416	11 150
Encours de crédits (en millions Ariary)	3 316	4 703	7 562	9 260
	2006	2007		
Nombres de caisses	413	428		
Nombres de membres	289 508	322 675		
Encours d'épargne (en millions Ariary)	31 317	32 190		
Encours de crédits (en millions Ariary)	40 219	53 248		

(Source : APIFM) - 1 \$US ~1750 Ariary

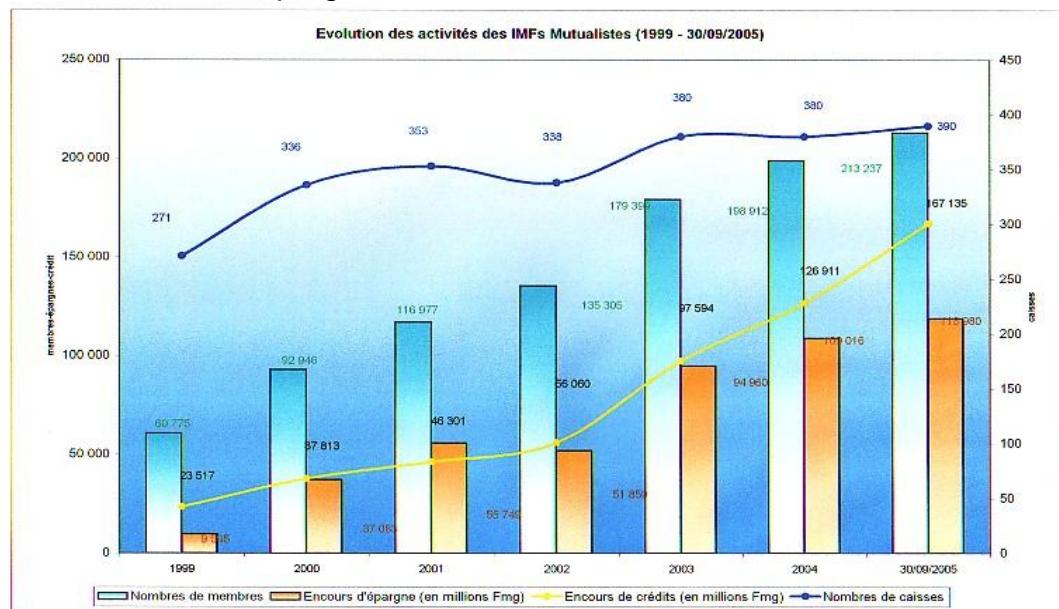
Evolution des activités des IMFs Mutualistes de 1998 au 31 décembre 2007

	1998	1999	2000	2001
Nombres de caisses	248	271	336	353
Nombres de membres	47 472	60 775	92 946	116 977
Encours d'épargne (en millions Ariary)	1 280	1 919	7 416	11 150
Encours de crédits (en millions Ariary)	3 316	4 703	7 562	9 260
	2002	2003	2004	2005
Nombres de caisses	338	380	380	394
Nombres de membres	135 305	179 399	198 912	232 347
Encours d'épargne (en millions Ariary)	10 372	18 992	21 803	25 510
Encours de crédits (en millions Ariary)	11 212	19 519	25 382	36 235
	2006	2007		
Nombres de caisses	413	428		
Nombres de membres	289 508	322 675		
Encours d'épargne (en millions Ariary)	31 317	32 190		
Encours de crédits (en millions Ariary)	40 219	53 248		

■ Données statistiques des Mutualistes réparties par IMF et par zone d'interventions au 31/12/2007

Au 31/12/07, les données statistiques des Institutions Financières Mutualistes membres de l'API FM se répartissent comme suit :

- Membres/sociétaires et Caisses/points de services
- Activités d'épargne et Activités de crédit



	2002	2003	2004	2005	décembre
Nombres de clients	8 474	10 991	17 245	8 150	2007
Encours de crédit (millions Ariary)	1 555	1 820	2 634	2 928	
	2006	2007 (*)			
Encours de crédit (millions Ariary)	4 353	16 845			
Montant crédit octroyé (millions Ar)	8 303	nd			
Nombre de crédits octroyés	5 725	nd			
Encours d'épargne (millions Ariary)	-	4 940			
Nombre de points de services	-	60			
Nombres de clients	14 669	38 038			

2007(*) : incluant Mahavotse, Acces Banque, Microcred (outre les membres classiques de l'AIM)

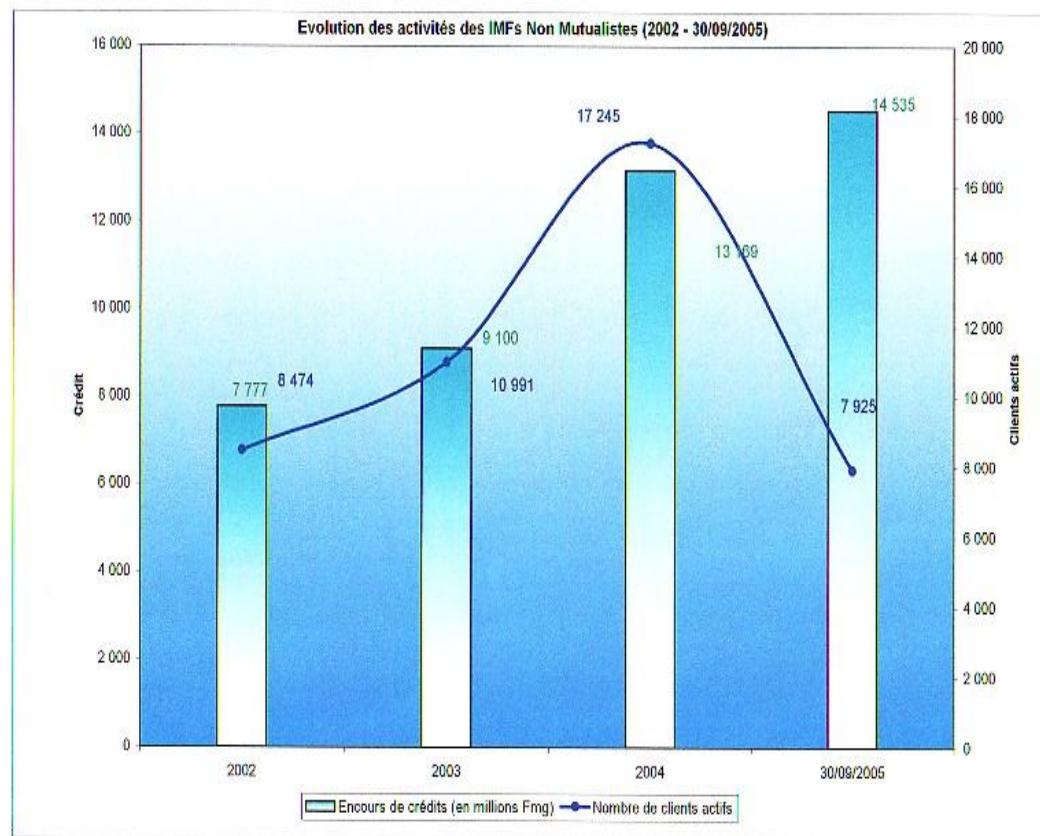


TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE

Liste des abréviations

Glossaire de mots clés

INTRODUCTION1

**PARTIE I: RELATIONS ENTRE LES MICROFINANCES ET
DEVELOPPEMENT**.....3

CHAPITRE I :GENERALITES SUR LA MICROFINANCE3

Section1 : Aperçu historique.....3

- 1-1 : Dans les années 19704
- 1-2 : Dans les années 19804
- 1- 3 : Dans les années 1995 à 19966
- 1- 4 : En 2003.....6

Section2 : Les définitions.....6

- 2-1 : Définition étymologique.....6
- 2-2 : Définition selon la banque mondiale.....7
- 2-3 : Définition selon Castillo.....8
- 2- 4: Définition selon le cadre juridique malgache8

Section 3 : les différents types de micro finance.....8

- 3-2 : Les banques primaires à services restreints9
- 3-3 : les établissements financiers.....9
- 3- 4 : les associations d'affiliation sociales10
- 3-5 : les IMF de type ONG et projets.....10

**Section4 : Les principales caractéristiques spécifiques des
IMF.....11**

- 4-1 : Les activités des IMF11
- 4-2 : Les clients13
- 4-3 : les fournisseurs des IMF.....15
- 4-4 : Les caractéristiques des services financiers.....16
- 4-5 : les objectifs et contraintes.....16
- 4-6 : L'importance de l'Etat.....18

CHAPITRE II : LE DEVELOPPEMENT.....	19
Section 1 : Les définitions du développement.....	19
1-1 : Quand au changement économique	20
1-2 : Le changement technologique, technique et politique :	20
Section 2 : Les conditions du processus de développement.....	21
2.1. La croissance économique	21
2-2 : Politique de redistribution équitable des revenus	22
§ Les caractéristiques des pays développés et des pays en développement	24
Section 3 : Le développement durable.....	26
3-1 : Définition du développement durable	26
§ Les acteurs du développement durable	27
CHAPITRE III : FONDEMENT DE THEOTIRIQUE DE LA NECESSITE DE LA MICROFINANCE ET QUELQUES EXPERIENCES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT.....	29
Section 1 : La théorie de Castillo sur le fondement de la micro finance.....	29
Section 2 : Le fondement de la de la nécessité des institutions d'intermédiation financière au processus de développement selon Ray- Banerjee.....	31
Section 3 : les expériences des pays en développement dans ce domaine	34
3-1 LA K-Rép (ET BANCOSOL, BOLIVIE)	34
3-2 la banque GRAMEEN de BENGLANDESH	
3-3 Quelques exemples d'importance d'accès au crédit	36
3-4 Etude d'impact des actions des IMF aux bénéficiaires	
Section 4 : Les limites des services financiers intermédiaires au processus de développement ou à la réduction de la pauvreté.....	37
CONCLUSION.....	39
PARTIE II : LA MICROFINANCE À MADAGASCAR.....	41
CHAPITRE I : GENERALITE DES IMF A MADAGASCAR.....	42
Section1 : Aperçu historique de la micro finance à Madagascar.....	42

1-1 : la période avant 1990	43
1-2 : La période de 1990 à 1995	43
1-3 La période de 1996 jusqu'à maintenant	45
Section 2 : Les différentes types de micro finances à Madagascar....	46
2-1 : distinction selon les caractéristiques des IMF	46
2-2 Distinction selon la structure des services.....	47
2-2-1 Les Mutuelles d'Epargne et de Crédit.....	47
2-2-2 : Les Banques.....	48
2-2-3 : Les IMF non mutualistes	49
Section 3 : L'environnement de la micro finance à Madagascar.....	49
3-1 : L'Etat.....	49
3-2 : Les Bailleurs de fonds.....	50
3-3 : Les clients	51
CHAPITRE II : LE FONDEMENT DE LA NECESSITE DE TYPE DE SERVICE FINANCIER INTERMEDIAIRE A MADAGASCAR	52
 Section 1: Raisons économiques	52
1-1 : Les petites entreprises à Madagascar	52
1-1-1 : Importance sociale des petites entreprises.....	53
1-1-2 : Importance économique des petites entreprises.....	54
1-1-3 : Les contraintes des petits entreprises	54
 Section 2 : Raisons financières :.....	55
 Section 3 : Raisons sociales et culturelles.....	56
C'est quoi la pauvreté ?	57
Situation actuelle de la pauvreté à Madagascar	58
CHAPITRE III : LA REALITE D'ACCES AUX MICROS CREDITS A MADAGASCAR.....	60
 Section 1 : Mode de conclusion d'un contrat de prêt de la micro finance	60
1-1 : Mode d'organisation	60
1-2 : Mode d'opération	60
 Section2 : Evolution de membres et de l'offre de crédit des IMF à Madagascar (1998 à 2007).....	62

2-1 : Le taux de pénétration	63
2-2 : Le volume d'épargne collectée depuis 1998 à 2007	63
2-3 : Les crédits distribué	64
Section 3 Critique et recommandation.....	64
3-1 : Etat critique :.....	64
3-2 : Les mesures prises par l'Etat	66
3-3 : Les recommandations.....	66
CONCLUSION GENERALE.....	68
Liste des tableaux	
ANNEXES	
Table des matières	
BIBLIOGRAPHIE	
Résumé	

BIBLIOGRAPHIE

Manuels et Ouvrages :

D.LARUE- A CAILLAT, « Economie d'entreprise », Hachette 1984, Paris ,240pages

Revues, publications et autres :

- Banque mondiale : JohnF.Kennedy School of Government Harvard University Cambridge, Massachusetts, USA "Madagascar : Le secteur financier à l'aube du 21ème siècle : Etats des lieux et orientations" Novembre 2000 Centre d'étude économiques université d'Antananarivo
- Banque mondiale : Jupiter NDJEUNGA (Consultant) « Micro finance à Madagascar » 27mars 1996 Antananarivo
- Banque mondiale ; LEDGER Wood, « manuel de micro finance » 1996
- Banque Mondiale ; rapport sur le développement humain (2007-2008)
- Banque mondiale, Groupe de Boeck.s.a, « Agriculture au service de développement » 2008, Washington.
- Cours de Monsieur Rakoto David « Nouvelles théories de la croissance » 4année
- Cours de Monsieur MAMISOA Fredy « Economie de développement » 4A 2008
- INSTAT/DSM/EPM : 200
- Journal Les Nouvelles pages 22, du 5 Juillet 2008 par Ranaivo Lala Honoré
- MAP : Madagascar Action Plan
- Ministère des Affaires Etrangers du Japon Takafusa Nakamura ; « développement économique du Japon », 1985
- Ministre de budget et finance ; journal officiel 2005
- , 100pages
- Polycopie ; Meurs Rakoto David ; cours macroéconomie du développement, LIN, 2006. ; chapitre7 : Inégalités- distribution et développement

Webographie :

- [www./google.fr](http://www.google.fr) Coordination nationale de la microfinance
- [www. La documentationfrancaise. fr. / dossier/ développement – durable / dispos if- état html\)](http://www.documentationfrancaise.fr/)
- <http://perso.campus.ecp.fr> : (Chap. 4 de la thèse de Castillo) « le micro crédit, outil de financement pour les micros entreprises dans les pays en développement : le cas au Pérou

Nom : ANDRIAMASINILAINA

Prénoms : Lili Judicaël

Titre : Micro finance et Développement

Nombre de page : 68

Tableau : 7

Graphique : 2

Résumé

La raison d'être de la micro-finance est de disposer des services financiers intermédiaires et de service intermédiation sociale au profit de la population à faible revenu. Alors la micro finance peut constituer une base essentielle de moyen de financement pour assurer le développement qui est un processus de satisfaction de besoin essentiel par ordre de priorité de la population pauvre. Ainsi certains auteurs insistent sur la nécessité de la micro finance dans les pays en développement. Les expériences de certains pays dans ce domaine prouvent celle-ci. Dans le cas de Madagascar la présence de la micro-finance est justifiée grâce au large marché potentiel existant dans la grande île. Depuis les années 90 elle ne cesse de se développer en termes de pénétration et de couverture. Cependant le développement de celle-ci paraît très lent dans notre île puisqu'elle ne touche que la minorité des ménages malgaches jusqu'à maintenant. Alors sa contribution au développement et à la réduction de la pauvreté reste encore peu significative. C'est pour cela que le gouvernement Malgache met l'accent dans son dossier MAP sur le développement de la concurrence dans ce domaine. Dans ce cas on a connu déjà la naissance d'une nouvelle micro finance « réassurance » à la fin de cette année. Ainsi un élargissement de l'activité de la MF en ciblant les PME comme MicroCred. Donc pour dynamiser le développement de l'activité de la MF et son impact au développement, l'Etat doit accomplir plus sérieux son rôle à l'amélioration de l'environnement de la MF.

Mots clés : (19) -Amélioration du revenu , - autofinancement, -Crédit , -Développement , -Epargne , -Formels , -Groupement de solidarité, - Marché financier , -Microfinance , -Microcredit, - Micro entreprises , -Opération de crédit , - pénétration , --Populations pauvres, -remboursement de crédits , -Seuil de pauvreté , -Service financier pérenne , -Semi formel, - Informel

Encadreur : Monsieur RAKOTOARISON Zoherilaza Rado.

Adresse de l'auteur : Logt 1735 cité des 67HA Nord Est Antananarivo 101